

**DES COMMUNAUTÉS...
AU COMMUNAUTAIRE**

Actes du colloque
tenu le 7 novembre 1997
à l'Université du Québec à Chicoutimi

Sous la direction de Pierre-André Tremblay
Département des sciences humaines
UQAC

Groupe de recherche
et d'intervention régionales
Université du Québec à Chicoutimi
Octobre 1998

© Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt légal - 4^e trimestre 1998
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN: 2-920730-49-5

Il est à noter que dans ce volume, l'emploi du masculin
est destiné à alléger le texte.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION

Des communautés au communautaire: Avancée de la société civile, ou retour du refoulé?

Pierre-André TREMBLAY
Université du Québec à Chicoutimi..... 7

Territoire de communauté et développement enraciné

Hugues DIONNE
Université du Québec à Rimouski
Édith MUKAKAYUMBA
Université McGill..... 19

Communauté locale, économie locale: une équation à reconsidérer

Jean-Pierre DESLAURIERS
Université du Québec à Hull..... 37

De la communauté au communautaire. À propos d'une méprise et d'un virage plus qu'ambulatoire

Marie-Andrée COUILLARD
Université Laval..... 53

L'expérience des aidantes naturelles comme pratique de genre et ses enjeux dans le devenir de nos communautés

Nicole BOUCHARD
Claude GILBERT
Marielle TREMBLAY
Université du Québec à Chicoutimi..... 79

La collaboration inter-organismes: un incontournable dans le développement de services ancrés dans la communauté

Daniel TURCOTTE
Université Laval..... 97

AUTEURES ET AUTEURS

Nicole Bouchard

Département des sciences religieuses, Université du Québec à
Chicoutimi, 555 boul. de l'Université, Chicoutimi, G7H 2B1

Marie-Andrée Couillard

Département d'anthropologie, Pavillon Charles-De Koninck,
Université Laval, Québec, G1K 7P4

Jean-Pierre Deslauriers

Département de travail social, Université du Québec à Hull,
170 de l'Hôtel-de-ville, C.P. 1250, succ. B, Hull, J8X 3X7

Hugues Dionne

Département des sciences humaines, Université du Québec à
Rimouski, 300 allée des Ursulines, C.P. 3300, Rimouski,
G5L 3A1

Claude Gilbert

Département des sciences religieuses, GRIR, Université du Québec
à Chicoutimi, 555 boul. de l'Université, Chicoutimi, G7H 2B1

Édith Mukakayumba

Université McGill
845, Sherbrooke Ouest, Montréal
G5L 3A1

Marielle Tremblay

Département des sciences humaines, GRIR, Université du Québec à
Chicoutimi, 555 boul. de l'Université, Chicoutimi, G7H 2B1

Pierre-André Tremblay

Département des sciences humaines, GRIR, Université du Québec à
Chicoutimi, 555 boul. de l'Université, Chicoutimi, G7H 2B1

Daniel Turcotte

École de service social, Pavillon Charles-De Koninck, Université
Laval, Québec, G1K 7P4

PRÉSENTATION

Des communautés au communautaire: avancée de la société civile, ou retour du refoulé?

Pierre-André TREMBLAY
Université du Québec à Chicoutimi

L'idée de ce colloque origine de changements récents de la théorie sociale et de la pratique collective au Québec et, semble-t-il, ailleurs dans les pays développés. Longtemps vue comme dénotant des états antérieurs de l'organisation sociale et appropriée aux sociétés «anthropologiques» plus qu'à la modernité conquérante, la notion de communauté est néanmoins revenue au centre des réflexions. Ce retour ne va pas sans soulever de nombreuses questions théoriques, mais aussi politiques et éthiques dont la complexité est grande. On peut prévoir que la communauté sera longtemps encore un objet central de réflexion. Sans prétendre vider la question, je voudrais indiquer dans les pages qui suivent, comment me semble se poser cet enjeu. Nous en considérerons, tout d'abord, quelques aspects qui tiennent à la théorie sociale, puis à la pratique sociale, pour finir par quelques réflexions sur la solidarité.

LA COMMUNAUTÉ ET LA THÉORIE SOCIALE

Le terme de communauté est d'usage général en sciences sociales. Sans doute faudrait-il dire aussi: d'un usage fondamental et fondateur. Nisbet¹, par exemple, en fait une des notions organisatrices de la naissance même de la sociologie. Sa vogue récente en sociologie semble liée à celle que connaît la notion d'identité, mais cela

participe d'un mouvement qui dépasse de beaucoup cette seule discipline. En science et en philosophie politique, le débat entre les «libéraux» et les «communautariens» fait rage. Dans le domaine du développement régional, on continue à discuter autour de la notion de développement local et à l'opposer au développement «par en haut». En économie politique, on recommence à mettre sérieusement en question les postulats individualistes de la «pensée unique» et on voit le courant néo-institutionnaliste prendre de l'ampleur. Bref, le mot et le concept de communauté sont de plus en plus généralisés.

Il est à l'origine même des sciences sociales et, diraient certains, de la modernité intellectuelle. Tous les «pères fondateurs» l'ont utilisé, généralement en l'opposant au concept de société, dont il se distingue comme le simple se distingue du complexe. La communauté, c'est l'ancien, c'est nous autrefois. Dans la version anthropologique, qui rabat le temps sur l'espace², la notion renvoie à l'ailleurs et aux autres, c'est à dire à un contemporain éloigné. Ces exemples montrent que la communauté fait référence à la petite échelle, à la dimension intimement appréhendable des rapports sociaux; elle fait même référence à l'immédiateté et, conséquemment, au non-réfléchi. La communauté, c'est ce qui est donné, toujours déjà-là; dans cette évidence, le temps disparaît et la nature s'instaure.

Lorsque la société civile, bourgeoise, capitaliste, moderne a voulu se penser, elle l'a d'abord fait en reléguant au rang de communauté la part d'elle-même qu'elle refusait. Elle s'est, en contrepartie, conçue comme *société*, c'est à dire quelque chose de plus complexe, de plus gros, mais aussi et surtout de plus médiatisé et de plus capable de se concevoir soi-même. La société est formée de rapports indirects, alors que la communauté permet des rapports intimes et face-à-face. Cette complexité et ce relatif anonymat typiques des sociétés permettent une liberté véritable, que renforce la multiplicité des rôles et des personnages que chacun est appelé à matérialiser. A contrario, la

communauté sera vue comme contraignante, monotone, rigide — mais authentique.

L'opposition entre communauté et société est bien un paradigme: un ensemble catégoriel complexe, mais relativement compréhensif et ayant une fonction de démarcation entre ce qui fera partie des sciences sociales naissantes et ce qui en sera rejeté. C'est pourquoi tous ceux qui ont fondé les sciences sociales ont utilisé ce paradigme, en changeant les termes, mais peu le contenu. Marx opposera le capitalisme et les modes de production féodaux et antiques et, dans d'autres textes, réfléchira à la division du travail entre ville et campagne (et en profitera pour dénoncer «l'idiotie de la vie rurale»); Maine opposera sociétés à statut et sociétés à contrat; Durkheim opposera la solidarité mécanique et la solidarité organique; Tönnies distinguera communauté et société; Weber parlera de communalisation et de sociation. On pourrait allonger la liste.

Chez ces «pères fondateurs», la définition de la communauté est située sur un axe évolutif où le présent et le futur sont au-delà de la communauté. Le progrès est un éloignement et une distance: on peut le regretter, mais on ne peut le nier sans sombrer dans la régression. Cela rend d'autant plus surprenant le retour contemporain de cette notion et son application non plus au passé, non plus à l'autre, mais à nous-mêmes, maintenant.

UN RETOUR DANS LE CHAMP DE LA PRATIQUE SOCIALE

Mais il n'y a pas que dans la théorie sociale que la notion de communauté réapparaît. Elle connaît un retour fulgurant dans le champ de la pratique sociale en ses diverses manifestations. Évidemment, sous l'appellation de développement communautaire (et ses synonymes) elle remonte aux origines mêmes de la sociologie universitaire, autour du département de sociologie de l'Université de Chicago,

dont on oublie trop souvent qu'il s'intitulait en fait «Département de sociologie *et de travail social*».

Central dans les pratiques de développement international et, dans les métropoles, dans les tentatives pour reconstruire les quartiers pauvres ravagés par la rénovation urbaine des années 40 et 50, la notion de communauté a ensuite pâti des échecs souvent retentissants de ces efforts de changement social programmé. On lui reprochait généralement de poser le lieu de solution des difficultés à une échelle bien plus petite que celle de leurs causes et de ne pouvoir ainsi jouer qu'un rôle d'exutoire et non de véritable voie de solution. C'est au palier national qu'il fallait se situer, ce qui revenait à privilégier l'action politique, ce mot étant souvent en un sens purement institutionnel. Ces réactions sont donc à relier à l'interventionnisme étatique, c'est à dire au développement du fordisme.

L'épuisement du fordisme et le retour du marché triomphant ont provoqué une profonde désillusion à l'égard de l'action politique. De plus en plus, le travail social recherche dans la solidarité première le fondement d'une action sur les rapports sociaux. Il est, en cela, appuyé par la pratique des acteurs et des *mouvements sociaux*, qui s'en réclament et y voient une source de légitimité. Participant de la crise du palier national et de sa difficulté à se poser comme lieu pertinent de formulation des demandes sociales, les mouvements sociaux semblent voir dans cette immédiateté un garant du bien-fondé de leur démarche. Cela est assez surprenant, car il n'y a pas si longtemps, la notion de communauté, entachée de nostalgie, était fréquemment suspecte de passéisme. On a longtemps préféré se réclamer d'aspects plus «modernes» comme la classe ou la nation.

Ce n'est plus le cas. De plus en plus, la communauté est vue comme une défense de (ou un outil) vers la *démocratie*, notion politique pourtant conçue comme éloignée de la société civile.

Encore plus surprenant: la communauté est maintenant une notion promue par les divers discours étatiques. Avec des termes voisins comme concertation ou partenariat, elle se retrouve au centre de l'appareillage discursif rassemblant les politiques actuelles des gouvernements occidentaux qui tentent de faire accepter la démission de l'État et son retrait des responsabilités qui avaient été les siennes sous le keynésianisme³.

LA SOLIDARITÉ SOCIALE⁴

Dans la mesure où on peut les percevoir, les conséquences de ces modifications des pratiques sociales et politiques seront importantes et nombreuses. Si la solidarité sociale ne s'exprime plus sous la forme de l'État-providence, quelle forme prendra-t-elle? On peut imaginer trois possibilités.

1. **La loi du marché.** Il est possible qu'elle ne prenne *aucune* forme et que la loi du marché soit la seule rationalité, ce qui ne pourra faire autrement que d'augmenter les inégalités entre les diverses catégories de la population, car les rapports purement marchands n'avantagent ni ne désavantagent tout le monde. L'inégalité et l'inéquité étant fauteuses de troubles sociaux, on peut facilement imaginer que le besoin d'ordre social provoquera une hausse des dépenses collectives et privées en services de sécurité, de protection et de répression.
2. **La privatisation de la responsabilité.** Par ailleurs, si la solidarité quitte le domaine public, on peut prévoir qu'elle relèvera de plus en plus de l'*ordre privé*, c'est à dire de la famille, des parents proches, des amis et des voisins. Elle sera donc d'autant plus facile à structurer que le milieu sera stable et favorisé. Les milieux *désorganisés* seront donc doublement désavantagés. Les gens seuls sont souvent des gens pauvres;

peut-être verra-t-on venir le jour où les gens seront pauvres *parce que* seuls. En attendant ce jour, il est clair que les personnes *désaffiliées*⁵ accumuleront les désavantages. La question est donc celle de la dualisation sociale en ses multiples manifestations, qui touchent des populations elles-mêmes diverses, mais de plus en plus nombreuses: femmes, jeunes, monoparents, retraités, personnes connaissant des difficultés d'apprentissage, personnes souffrant d'incapacités physiques, psychologiques ou culturelles — sans oublier que ces espaces sont marqués par une concentration particulière de toutes ces caractéristiques. Certains ont appelé «structure en trou de beigne» cette cartographie de la misère. Les quartiers urbains centraux cumulent les signes de désavantages; ils sont entourés par des quartiers de banlieue plus favorisés, eux-mêmes circonscrits par les espaces ruraux à divers stades de la décomposition. Si l'image est un peu grossière, elle a le mérite de montrer la généralité du phénomène de l'exclusion. En d'autres termes, on peut prévoir que les milieux pauvres se prendront pauvrement en charge, et que les milieux riches se prendront richement en charge.

3. **L'institutionnalisation du communautaire.** On comprend alors aisément l'importance des enjeux que recèle le fameux débat sur l'*institutionnalisation du communautaire*, qui représente la troisième voie possible de la solidarité à l'époque du repli de l'État-providence. Proche de la précédente, car faisant appel aux initiatives de la société civile, elle s'en distingue en ce qu'elle les structure d'une façon qui dépasse la sphère familiale. Le support financier provient pour une part importante de l'État qui, en contrepartie, instaure des règles de saine gestion et tente d'homogénéiser les pratiques et de les coordonner. Plusieurs craignent que la spontanéité, l'initiative, le dévouement et l'effort d'innovation sociale qui marquent les groupes communautaires se voient alors enrégimentés par une

approche qui ne peut qu'être bureaucratique. Retenons deux difficultés importantes. La première consiste en la privatisation de la responsabilité sociale, dans un contexte social et politique où on s'attend encore à être protégé universellement: doit-on avoir à l'égard des groupes communautaires les mêmes attentes qu'à l'égard d'un État-providence qui a, au moins, les responsabilités politiques d'un État? Y a-t-il une «citoyenneté communautaire»? Quels sont les droits et devoirs réciproques des groupes et de la population? Cette privatisation remet donc en cause la frontière déjà floue du privé et du public, ce qui soulève un autre ensemble de questions. Si oeuvrer au sein d'un organisme communautaire ne relève plus uniquement du bénévolat (c'est à dire de l'acte gratuit) mais devient un métier, on peut s'attendre à ce qu'apparaissent des préoccupations professionnelles: reconnaissance de la compétence et de la formation, conditions d'emploi et de travail, possibilité d'avancement, etc. Et c'est bien ce qui se passe, car on voit se multiplier les réflexions sur la syndicalisation des travailleurs et travailleuses du communautaire, sur l'imputabilité des actes, sur la division du travail au sein des groupes.

Enfin, la situation actuelle des groupes communautaires force à réfléchir sur ce qu'on pourrait appeler le «changement social volontaire», c'est à dire aux mouvements sociaux. L'origine des groupes communautaires remonte aux groupes populaires des années 60 au moins autant (et sans doute plus) qu'aux organisations caritatives qu'ils sont pourtant en voie de supplanter. Ces groupes populaires se faisaient les porte-parole de demandes de changement social et de réorganisation des rapports sociaux dans des voies plus équitables et moins inégalitaires. Mais les groupes communautaires des années 90 sont-ils encore porteurs de renouveau social et politique, ou ne sont-ils que des outils d'adaptation des personnes et des groupes à des changements exogènes?

Ces questions sont fondamentales et complexes, ce qui explique sans doute pourquoi le «monde communautaire» est en effervescence et que se multiplient les colloques, sommets et recherches. Ce livre participe de cette volonté de réflexion. Il rassemble les communications présentées à l'automne 1997, lors d'un colloque organisé à l'Université du Québec à Chicoutimi⁶. La situation étant changeante, on trouvera peu de réponses fermes, mais il importe sans doute plus, à ce stade, de rechercher la qualité des questions. Chacun à sa façon, les auteurs de ces textes mettent à profit leurs disciplines (anthropologie, géographie, sociologie, travail social) et leurs expériences de recherche et d'intervention afin de raffiner les questionnements, ce qui signifie d'abord un désir de s'éloigner des évidences et de ne pas craindre de regarder la réalité en face. La chose est plus difficile qu'il ne le semble, mais nous ne pouvons plus nous permettre de procéder autrement.

Ce colloque n'aurait pu se tenir sans l'appui du Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) de l'UQAC, en particulier de Mme Marie-José Fortin, du Fonds FODAR de l'Université du Québec et du Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche de l'UQAC. La réalisation des Actes a bénéficié de la patience et de la compétence de Mmes Esther Cloutier et Suzanne Tremblay. Que toutes ces personnes en soient remerciées.

NOTES

- 1 R.N. Nisbet (1984). *La tradition sociologique*, Paris, P.U.F.
- 2 Voir J. Fabian (1983). *Time and the Other: How Anthropology makes its Object*, New York, Columbia University Press.
- 3 Cela a été affirmé avec beaucoup de force par D. White (1994). «La gestion communautaire de l'exclusion», *Revue internationale d'action communautaire*, 32/72, pp. 37-51.

- 4 Cette section reprend des réflexions développées plus empiriquement dans P.A. Tremblay, M. Tremblay *et al.* (1997). *Les contributions sociales et économiques des organismes communautaires de la CDC du Roc*, rapport de recherche remis à la CDC du Roc, Chicoutimi, GRIR-éditeur, mars 1998.
- 5 L'expression est de R. Castel (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.
- 6 La communication présentée par M. Juan-Luis Klein n'a cependant pas pu être reproduite ici.

TERRITOIRE DE COMMUNAUTÉ ET DÉVELOPPEMENT ENRACINÉ

Hugues DIONNE
Université du Québec à Rimouski
Édith MUKAKAYUMBA
Université McGill

Nous savons que le développement local devient possible lorsque la collectivité locale se mobilise pour s'assurer un avenir dans son milieu. Ce qui suppose un fort sentiment d'appartenance territoriale et la conviction d'un avenir crédible. Qu'en est-il lorsque les tendances actuelles s'inscrivent dans une économie structurée à partir d'échanges qui font fi des territoires et qui obligent à une mobilité constante des personnes? La réalité de communauté est de moins en moins concevable à partir d'un territoire circonscrit et déterminé. Parler du territoire de la communauté et mettre de l'avant des perspectives de développement «enraciné» vont à l'encontre des impératifs économiques actuels qui favorisent la circulation sans frontières des biens, des services et des personnes. Nous n'avons qu'à penser comment tout refus de déplacement de la part d'un salarié pour des motifs sociaux d'attachement à un territoire, toute expression de sentiments d'appartenance à une communauté apparaissent comme étant des marques de non-disponibilité au travail. Le salarié refusant un nouvel emploi ne peut pas faire valoir son désir de maintenir une socialité progressivement acquise dans un lieu donné, son village, son quartier, son lieu de résidence. Évidemment, une telle situation a existé de tout temps. L'exode de populations résulte toujours de contraintes territoriales incontournables (famines, chômage, guerres, menaces politiques, pollution), mais son caractère impératif est mieux mis en évidence en temps de crise.

Partant de ce phénomène continu de déracinement de populations, il serait important d'examiner comment, dans le contexte contemporain, cette situation affecte particulièrement les espaces de vie, les lieux anthropologiques de l'être-ensemble au moment où l'effritement des liens sociaux et la montée de l'individualisme caractérisent notre époque. Ce sont là des phénomènes globaux et complexes qui ne devraient pas être écartés d'une réflexion sur la réalité communautaire actuelle.

Il nous semble que le phénomène de «communauté» est actuellement une des questions les plus difficiles à aborder tellement elle sous-tend une «réarticulation» du lien social et humain à un espace donné. Ce sont nos lieux de vie, nos manières de vivre qui sont interrogés à partir de ce thème apparemment tout simple de la communauté. Les exigences de mobilité définies par la société du travail et la marchandisation de la planète laissent de plus en plus l'être humain seul devant la tâche d'inventer sa communauté d'appartenance et d'habiter un espace de vie, souvent de manière éphémère (Bonetti, 1994). Il doit constamment construire et reconstruire son territoire de l'être-ensemble, de «communauté». Il est important de rappeler comment précisément toute réflexion sur le phénomène de communauté, voire de développement, peut difficilement faire fi des conditionnements macro-sociologiques et micro-sociologiques du lien social territorialisé. Parler de développement «enraciné», c'est s'attacher à un développement mieux approprié, ajusté, durable, permanent sur un territoire donné, un développement qui n'est pas soumis au ballottage constant des subjectivités entrepreneuriales principalement attentives aux conjonctures du marché, mais qui répond à des finalités sociales et collectives précises. En fait, pour nous, la réflexion sur la communauté ne peut être isolée de la question du développement. La tradition du développement communautaire nous l'a bien montré.

Ainsi, la réalité de communauté peut de moins en moins se concevoir en fonction d'une territorialité circonscrite et géographiquement délimitée. Les cadres conceptuels faisant référence à la communauté «traditionnelle» peuvent difficilement rendre compte de la réalité contemporaine. La notion de communauté exprime de plus en plus un «réseautage» de personnes liées par des intérêts et des besoins spécifiques. C'est précisément la territorialité de la communauté qui est questionnée. Notre démarche s'inscrit dans cette perspective. La réalité communautaire peut se penser aujourd'hui sans référence au territoire, à l'espace. On parle alors moins de communauté «concrète», localisée en un lieu donné, mais de communauté «abstraite», virtuelle, une communauté-réseaux-de-personnes fabriquée soit à partir d'interactions cybernétiques, soit à partir de relations d'aide, d'intérêts spécifiques ou d'intimité. Ce renforcement de la communauté «abstraite» référant de moins en moins à des lieux anthropologiques concrets ne risque-t-il pas d'affaiblir la force socialisatrice des territoires d'appartenance à la base des identités individuelles et collectives? S'il en est ainsi, ne sommes-nous pas invités à renforcer le travail d'insertion sociale en fonction des pratiques de réseau fondatrices d'identités communes (Bachelart, 1992)? Un tel questionnement devient essentiel pour aborder les questions de développement local et régional.

Nous rendons compte, dans un premier temps, de l'ambiguïté de la notion de *communauté* que la tradition sociologique a, dès son origine, distingué de la notion de *société*. Ce qui nous permettra de préciser comment le renouveau sur le thème de la communauté traduit une crise du lien social et, plus particulièrement une crise de la territorialité du lien social. Le phénomène des *jeunes de la rue* nous servira d'illustration de cette dynamique de solidarité de jeunes, une réalité productive de systèmes culturels et de codes sociaux circonscrits dans et par un lieu socialisateur déterminant qu'est la rue. Nous espérons alors mieux faire voir comment, aujourd'hui, toute analyse de la communauté oblige à interroger la

fonction de l'espace dans la définition de nos liens sociaux. Ce qui nous apparaît être au coeur des questions actuelles du développement local et régional.

COMMUNAUTÉ ET SOCIÉTÉ

Qu'est-ce que la communauté? Dans la tradition sociologique, la notion de *communauté* a été distinguée de celle de *société*. (Tönnies, 1977, 1^{re} édition française 1944). Il ne faut pas pour autant se faire d'illusions! Le terme de société est aussi complexe, voire plus complexe, non pas dans son expression abstraite de la dynamique des rapports sociaux, mais en regard de son substrat matériel, son espace (Poche, 1996). Lorsque l'on parle de société, la tradition sociologique nous a habitués à faire surtout référence à l'espace-nation. De manière analogue, la territorialité de la communauté est circonscrite par une sorte d'espace nébuleux, un construit social aux limites des frontières spatiales délimitées par le discours des acteurs territoriaux sur eux-mêmes. C'est là tout un travail identitaire, ce qui à la fois nous relie aux autres et nous en distingue. L'étranger est celui qui ne participe pas au cadre normatif du groupe territorialisé.

Bernard Poche a montré de manière intéressante comment les réalités de *communauté* et de *société* ont été, à l'origine de la tradition sociologique, articulées dans une sorte de dualité de représentations sociales et non de territorialités spécifiques (1996). C'est avant tout la nature différenciée du lien social qui distingue la communauté de la société. Faisant référence aux conceptions de Tönnies, il commente cette perception voulant que l'homme soit participant à la fois de la communauté «pour la part de lui-même en relation de confiance, d'intimité, vivant avec les siens» et de la société «pour le monde, ce qui est public», les autres. Finalement,

ce qui est en cause n'est en aucune manière un *système de lieux*, mais un *système de manières d'être*, que mêlent

bien, en effet, une création apparente de catégories explicatives (dont là encore la pertinence resterait à établir) avec la constitution bien réelle d'une dichotomie rigide. (Poche. p. 64).

Et la réflexion se complique du fait qu'elle s'inscrit dans une problématique de changement social faisant de la communauté un état ancien, traditionnel de liens sociaux à remplacer par un ordre nouveau, fonctionnel, moderne, instrumental, rationnel. En fait, il faut situer cela dans un continuum, soit celui du développement progressif de *communauté*, «un état primaire et naturel» que l'on identifie à la famille, au village, à celui de *société* qui est celui de l'état des hommes qui sont «séparés malgré leur liaison», qui contractent à un être-ensemble, de manière réfléchie, rationnelle et légale. Communauté et société acquerront progressivement une portée symbolique où communauté fait référence au passé, à une sorte d'état organique de base, près de la terre et du sol, alors que société serait issue d'une volonté réfléchie et légalisée autour de l'argent (Simmel, 1987) et de la ville (Weber, 1982). Il faudrait ici rendre compte des réflexions fondamentales de l'École de Chicago qui a voulu approfondir le continuum *folk-urban* afin d'explicitier cette modification du lien social (Grafmeyer et Joseph, 1979).

Ce travail de différenciation a été extrêmement important au sein de la sociologie naissante au Québec, alors qu'elle a permis d'explicitier la dynamique du changement social en termes de société traditionnelle et de société moderne. Nous pourrions expliciter abondamment cette dichotomie à partir de l'expérience du Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ), alors qu'il fallait provoquer ce passage d'une mentalité traditionnelle (communauté rurale, organisation familiale, ordre religieux) à la raison moderne (organisation rationnelle, mentalité d'aménagement et de planification, vision urbaine). L'opération de développement régional supposait précisément ce passage de la mentalité traditionnelle à une mentalité moderne. Influencés par les sociologues de l'École de Chicago, les con-

cepteurs du BAEQ voulaient réagir à la déstructuration des communautés rurales et repenser une organisation sociale mieux adaptée aux impératifs de l'économie moderne (Dionne, 1985). Il ne faut pas se surprendre, à cette époque, de l'immense apport des interventions en animation sociale et en développement communautaire de manière à restructurer les liens sociaux en crise. Il nous apparaît important de faire ces quelques références historiques pour bien comprendre aujourd'hui les discours apparemment nouveaux de développement communautaire et de développement local. C'est ce même travail de recomposition sociale pour faire face à des impératifs d'échanges économiques où le lien social de solidarité et le territoire de proximité ne sont plus requis (Perret et Roustang, 1993).

CRISE DU LIEN SOCIAL

Si cet intérêt renouvelé pour la communauté ne vient que traduire cette crise du lien social, il faudrait mieux le spécifier. Il nous dévoile à la fois ce sentiment tragique de segmentation de l'être-ensemble, pire encore cette perte de maîtrise de nos propres conditions de vie. Évidemment, il ne s'agit pas ici de faire valoir un état passé et idyllique de contrôle de sa vie. Mais ce besoin renouvelé de communauté est une forme de résistance à la spirale de l'exclusion: l'exclusion économique du marché de l'emploi et de l'accès solvable aux biens de consommation; l'exclusion sociale provoquée par l'appauvrissement et par le non-accès aux circuits publics d'aide; l'exclusion symbolique par la non-participation à la définition des cadres normatifs de la société. Cette segmentation de notre être-ensemble nous révèle aussi une perte de globalité, alors que la qualité de la vie sociale s'exprime de plus en plus par cette capacité autonome de créer des correspondances mieux intégrées entre les sphères de la vie en société, les sphères du travail, les sphères de l'éducation, de la santé, de la famille, de l'amour, de la

spiritualité... Cette quête de globalité pourrait bien constituer la finalité même de l'effort communautaire qui tendrait à redonner sens au lien social. À vrai dire, derrière les technologies interventionnistes actuelles de redéploiement de réseaux d'entraide portées par l'action communautaire, il pourrait bien se camoufler un problème majeur de société.

Pour plusieurs analystes contemporains, cette perte de sens du lien social s'inscrit dans une perte de transcendance qui est en train de piéger la société à elle-même. Jusqu'au siècle dernier, le support de Dieu, de l'Histoire avait permis le «dépassement» nécessaire des *conjonctures* par la création de «grands récits», de «l'événement» constitutif de sens. C'est comme si la société avait perdu sa mémoire fondatrice.

Le déclin des *grands récits* n'est pas plus incontestable que celui des philosophies de l'histoire; ce déclin s'accompagne d'une nostalgie de l'identité qui est l'un des phénomènes les plus frappants de notre époque. Coupé de la grande histoire, dont les échos lui parviennent sans qu'il puisse s'y sentir engagé par une participation effective, l'individu se replie sur la vie privée, non sans ressentiment ni regret. (Dumont, 1995, p. 69)

Dumont interroge cette perte d'*arrière-monde*, cet effacement des contenus de la tradition chez l'homme moderne qui tente difficilement d'échapper à une grande incertitude: «Doit-on envisager comme conséquence ultime, une dislocation des liens sociaux?» (p. 47).

La question des lieux d'identité se pose de manière cruciale dans notre besoin de nous rattacher à des communautés territoriales, à des espaces concrets et fondateurs de socialités. Cette quête d'identité s'inscrit aussi dans une modification majeure de notre rapport au territoire. Il se pourrait bien qu'il y ait une sorte d'*équilibre*

écologique rompu entre l'homme et son lieu anthropologique. La territorialité habitée oblige à ce regard global et intégré sur notre environnement, sur notre cadre de vie. La question des lieux d'identités se pose de manière cruciale dans notre besoin de nous rattacher à des communautés territoriales, à des espaces concrets et fondateurs de socialités. Il faudrait même interroger la fragilité de «l'entourage immédiat» où on ne peut souvent se réclamer d'une histoire commune, d'un héritage commun, d'une mémoire partagée. À voir les mobilités fréquentes de plusieurs dans de nouveaux espaces d'habitation, à voir les «transplantations» souvent éphémères dans des villages ou des banlieues, à comprendre cette nécessité fréquente de devoir refaire ses solidarités territoriales, il est certain que «l'entourage immédiat» de plusieurs personnes, couples ou familles est en continuelle recomposition et suppose des recadrages assidus. Mesure-t-on suffisamment les exigences et les investissements socio-affectifs pour réaliser ces recompositions sociales toujours à refaire, ces remembrements de notre environnement social toujours à réarticuler et à réactiver?

LE TERRITOIRE DE L'ÊTRE-ENSEMBLE SOCIAL

La compréhension du fait communautaire nous conduit donc, en dernière instance, à réfléchir sur l'être-ensemble social, sur «ce qui me relie essentiellement à l'autre, ce qui me structure à partir de l'autre, en bref, ce qui fait société» (Maffesoli, 1992, p. 218). Il ne s'agit évidemment pas de revenir à la structuration de la communauté traditionnelle, mais de mieux saisir cette manière d'être-ensemble actuellement en construction, à des *figures de style communautaire* en élaboration (Maffesoli, 1993). Il importe de mieux saisir l'acteur social dans sa construction quotidienne de la réalité communautaire à partir, par exemple, des processus de *transaction sociale* (Blanc, 1992; Remy, Voyé et Servais, 1991) et de «reliance» (Bolle De Bal, 1996) constitutifs du lien social.

Nous voyons donc qu'aborder le thème de la communauté nous oblige à interroger le continuum communauté-société révélateur de notre être-ensemble social, notre manière d'être ensemble, un système de manières d'être, selon certains. Cette socialité en question pourrait s'exprimer simplement dans cette tension continue d'être *avec les siens* et d'être *avec les autres*. Être *avec les siens* nous renvoie à la communauté primaire. Son champ est celui de l'expression renouvelée et sécurisante des *relations interpersonnelles* d'intimité, de confiance, d'affectivité. Nous faisons ici référence à cette socialité de base, primaire, de personne à personne. Précisons que cette socialité de base est de moins en moins contrainte à une territorialité particulière, se tissant dans des réseaux de personnes en éloignement géographique ou dans des circuits électroniques structurants (par exemple, le réseau Internet). Nous ne pouvons plus penser la communauté en fonction d'une territorialité définie et délimitrice des liens aux autres comme pouvait l'être la communauté traditionnelle. Cet être-ensemble primaire est quotidiennement entremêlé dans le champ de société, cet être-avec-les-autres faisant référence à la société contractuelle, rationnelle, fonctionnelle, structurée par les relations impersonnelles, l'univers de la socialité secondaire. Notre vie quotidienne est construite de ce tissage de liens sociaux primaires et secondaires, nous permettant ainsi de doser nos rapports personnels et fonctionnels avec les siens et avec les autres. C'est cette nouvelle socialité reliant l'individuel et le collectif qui est ici en jeu (Beaudry et Dionne, 1996).

Par ailleurs, on ne peut plus concevoir la territorialité de la communauté de la même manière. Les différenciations rurales et urbaines tendent à s'estomper (Pouille et Gorgeu, 1997). L'espace contemporain, de plus en plus éclaté et fragmenté, ne joue plus le même rôle-support de socialité (Poche, 1996). Dans le champ du développement, on ne peut plus dichotomiser le monde rural du monde urbain alors que les populations sont soumises de la même manière aux impératifs économiques mondialisés. Ainsi, de nouvel-

les territorialités sont construites et permettent des être-ensemble inédits, tant des être-ensemble spécifiques sur la base de mêmes besoins et intérêts que sur la base de liens parentaux ou amicaux (Godbout et Charbonneau, 1996). Peut-être ne sommes-nous pas assez attentifs à certains phénomènes comme celui des échanges informels de biens et de services tels les systèmes d'échanges locaux ou les économies de troc bilatéral ou multilatéral qui s'appuient et développent des socialités de base probablement plus déterminantes que les formes « officielles » de société ? On accuse souvent la science économique de son incapacité à saisir ces phénomènes d'économie non monétarisée, peut-être est-ce vrai aussi de la sociologie qui peut atteindre plus difficilement cette société « informelle » à la base de la vie en communauté et du développement territorial ? Pour mieux illustrer nos propos, il est intéressant d'aborder cette question de l'être-ensemble communautaire et du territoire à partir d'un phénomène apparemment banal, mais qui, en réalité, illustre bien ces dynamiques intégrées d'échanges économiques et de socialités de base sur un territoire donné. Il s'agit du phénomène des *enfants et des jeunes de la rue*.

LES ENFANTS ET LES JEUNES DE LA RUE

Aborder la situation des enfants et des jeunes de la rue nous permet de mieux illustrer le processus constitutif du lien social à partir d'une territorialité nouvelle. En abordant plus spécifiquement l'exemple africain, nous pouvons mieux expliciter une problématique en émergence d'une dynamique de plus en plus universelle. L'Afrique est un continent dont la population est essentiellement jeune. Dans la quasi-totalité des États qui le composent, plus de la moitié de la population a moins de 25 ans. Traditionnellement, la jeunesse africaine, surtout rurale, constituait une ressource humaine assurée pour le renouvellement de la main-d'oeuvre nécessaire à l'économie de subsistance et assurait ainsi une garantie de relève de la popu-

lation vieillissante. L'entrée de l'Afrique dans les systèmes socio-économiques mondiaux a tout bouleversé. Le modèle classique du développement capitaliste engendre, là comme ailleurs, une déstructuration du milieu rural, provoquant ainsi une migration des jeunes vers les villes et le gonflement des effectifs des populations urbaines (Ela, 1983). Cependant, ces nouvelles destinations rêvées sont elles aussi en crise et les nouveaux migrants ne tardent pas à s'en apercevoir. La majorité des jeunes en quête d'emplois adoptent alors la rue comme milieu de travail et de vie (Mukakayumba, 1994).

La rue constitue ainsi un nouveau lieu de recomposition des structures et des cadres de vie des jeunes. Ce phénomène, voire cette «déroute» des jeunes antérieurement encadrés par la famille et la communauté locale, a des conséquences socio-économiques majeures: la composition des familles se fait sous forme des *gangs de la rue* qui se substituent aux familles traditionnelles, les lieux de socialisation et des modes d'autorité se réorganisent autour des *chefs de gang*, la précarisation extrême des conditions de travail et de vie des enfants et des jeunes condamnés à une vie d'errance contribue à la détérioration de leur santé physique et mentale et les dépossède de leur capacité d'assurer la relève, l'accroissement des espaces urbains d'insécurité et de criminalité fréquentés par des jeunes désespérés finit par faire éclater les modes de régulation des systèmes sociaux et hypothèque la paix sociale. Le plus intéressant à observer est que, parallèlement à l'éclatement des modes traditionnels d'organisation de la société et de l'espace (ou la crise des territorialités traditionnelles), il se crée de nouveaux *systèmes de communautés* qui développent de nouvelles pratiques de vie en rupture ou en osmose partielle avec les circuits officiels de régulation socio-économique.

Par contre, l'existence et le redéploiement territorial de ces communautés reconstituées révèle une logique paradoxale. Bien que la spatialité des activités qu'elles initient acquiert une certaine homogénéité, elle subit l'entrecroisement de pratiques profondément

différenciées. Les activités des enfants et des jeunes de la rue se repartissent en deux grandes catégories occupant et structurant l'espace de deux façons distinctes (Mukakayumba et Bodson, 1995). À la première catégorie correspondent les *activités légitimes*, parce que socialement tolérées et dont l'exercice ne menace pas la sécurité d'autres acteurs opérant dans le même environnement. Ces activités, hiérarchisées selon l'importance des acteurs qui les exercent, vont de la fouille des poubelles, exercée par ceux qui sont les plus faibles et les plus vulnérables, aux activités de la rue proprement dites (vente ambulante, transport de bagages, commissions, cirage de chaussures, etc.), situées presque au sommet de la hiérarchie couronnée par la réinsertion socio-économique des jeunes adultes dans les systèmes d'activités hors la rue. Les réactions sociales suscitées envers les enfants et les jeunes qui y sont impliquées vont de la tolérance et de la cohabitation pacifique au partenariat entre agents économiques occupant des espaces et exerçant des activités économiques complémentaires. Certaines de ces réactions prennent ainsi, selon l'âge des enfants et des jeunes en cause, la forme de la protection, du respect et de la collaboration. À la deuxième catégorie correspondent les *activités illégitimes*, parce que non socialement tolérées à cause de la violence et de l'insécurité sociales qu'elles engendrent. Il s'agit également d'activités hiérarchisées allant des «petits vols» et de la diversion des victimes ciblées par les voleurs à la consommation et à la vente des drogues et aux activités criminelles, plus dommageables, voire parfois meurtrières vis-à-vis d'autres acteurs opérant dans le même environnement socio-économique. Certains jeunes participant à cette dernière catégorie d'activités s'inscrivent progressivement dans des réseaux de crime organisé et deviennent ainsi irrécupérables. Ces activités illicites provoquent de la part de la société, des réactions de méfiance et de rejet entraînant des châtements, voire la «peine de mort»¹.

Ces observations nous amènent naturellement à questionner l'orientation généralisée des images véhiculées sur les enfants de la

rue et sur leurs activités à «caractère économique». La notion d'enfants et de jeunes de la rue est le plus souvent associée à des comportements et à des habitudes de vie délictuels: errance, délinquance, mendicité, vols, consommation de drogue, prostitution, etc., ou, au mieux, à des stéréotypes évoquant la pauvreté et la misère extrêmes. Ces images, nous l'avons vu, ne reflètent qu'une partie seulement de la réalité. À leur manière, les enfants et les jeunes de la rue manifestent un dynamisme surprenant où est présente une certaine logique économique. La prise de conscience de cette réalité a permis un réajustement de l'interprétation des activités des enfants et des jeunes de la rue où, contre toute attente, on a découvert la force structurante de plusieurs pratiques économiques. Ce changement de perspective, qui malheureusement reste marginal dans la recherche en sciences sociales, nécessite le dépassement d'une vision misérabiliste de ce phénomène. D'un point de vue conceptuel, le travail des enfants et des jeunes de la rue est encore systématiquement associé à des situations où l'enfant ou le jeune est considéré soit comme un mineur irresponsable, soit comme une victime qui se fait exploiter et ne peut nullement ni se défendre, ni avoir d'initiatives (Mukakayumba, É. et Hudon, V., 1994). Une telle perception rend malaisée la mise en évidence des aspects positifs que comportent les activités économiques des enfants et des jeunes de la rue et la recherche d'interventions qui valorisent cette dimension de la réalité.

Évidemment, le traitement politique et social de ce phénomène est très complexe. La différenciation des pratiques de rue, certaines permises et encouragées, d'autres défendues et condamnées, oblige à des interventions spécifiques et appropriées dans ces secteurs informels d'activités économiques. Le banditisme côtoie ici la débrouillardise selon des principes communs d'entraide et de coopération. Il devient essentiel de bien connaître la complexité interne des codes de pratiques et des réseaux d'acteurs pour, à la fois, permettre un renforcement nécessaire de certaines pratiques structurantes

d'économie sociale et dénoncer des pratiques illicites entraînant la violence et la désorganisation sociale.

Il faut dire qu'au-delà de leurs caractères légitimes ou non, les activités des enfants et des jeunes de la rue se maintiennent grâce à des solidarités nouvelles constituées en réseautage à partir d'une territorialité publique (la rue), un lieu qui à la fois n'appartient à personne et qui appartient à tout le monde. Il s'agit d'un lieu public et d'un lieu «clanique» et mouvant où la légalité coudoie la clandestinité. C'est comme si le territoire perdait sa force régulatrice des liens sociaux éthiques et devenait incapable d'engendrer des formes de contrôle social à la base d'une conscience commune et d'une appartenance collective. La situation des enfants et des jeunes de la rue nous invite à dépasser les références territoriales habituelles que nous projetons habituellement pour penser la communauté comme lieu intégré et expressif d'un sentiment d'appartenance. La fragmentation de l'espace nous permet de moins en moins de structurer des solidarités sociales sur la base d'un lieu délimité et saisissable à partir des repères normatifs traditionnels. Ce qui n'est pas sans répercussions majeures sur nos manières de concevoir la communauté et sur nos stratégies d'interventions communautaires. Connaissant déjà l'importance de l'identité territoriale dans la formulation des projets de développement local et la nécessité de bien enraciner les dynamiques de développement dans des milieux concrets donnés, il devient urgent de repenser nos analyses et nos interventions en regard de l'affaiblissement des territoires traditionnels comme force structurante du lien social et comme substrat d'expression des solidarités.

CONCLUSION

Nous avons vu comment la notion de communauté est un concept nébuleux, du moins polysémique, expression du lien social en crise.

Sa signification fluctue en fonction des cadres sociétaux pour nous remémorer ce besoin humain de développer des solidarités de base, nécessaires au travail identitaire, individuel et collectif. La communauté constitue une sorte de bassin humain de confiance réciproque, toujours disponible, fournissant ainsi l'assurance sociale de relations d'entraide et de supports de défense au sein d'un groupe social donné. Dans cette perspective, on utilise habituellement le terme de communauté pour exprimer un renforcement et un enrichissement du lien humain de confiance entre divers acteurs sociaux liés en réseaux par des intérêts ou des besoins communs ou par une territorialité commune.

Par ailleurs, nous avons vu comment la territorialité des acteurs sociaux est de plus en plus fragmentée, rendant difficile le travail identitaire à partir d'un espace déterminé. L'effort politique actuel pour revaloriser les sentiments d'appartenance ne fait que traduire cette perte identitaire en fonction des lieux, des territoires communs. L'exemple des jeunes de la rue vient mieux nous dire comment se reconstruisent les solidarités compte tenu de la fluidité des lieux. Le caractère illusoire du discours actuel sur la communauté pourrait bien être de projeter des constructions nouvelles de liens sociaux en faisant référence à des territorialités traditionnelles constitutives de solidarités et de relations sociales de confiance. Le jeu social ne se fait plus sur les mêmes substrats d'espace. La dynamique de réseaux d'acteurs commande de nouvelles formes de communauté (on peut même parler de communautés virtuelles) où le territoire joue un rôle différencié, voire minime, pour penser la construction des solidarités nouvelles et des processus identitaires, individuels et collectifs. Ce qui a des répercussions majeures, comme nous l'avons dit antérieurement, pour l'adoption de stratégies d'intervention communautaire et de développement local ou régional.

NOTE

- 1 Cette expression est utilisée ici en référence au sens le plus large possible où «peine de mort» s'applique aussi bien aux châtiments à mort, infligés spontanément par les populations locales aux personnes prises en flagrant délit de vol ou d'autres actes considérés comme étant socialement répréhensibles, qu'aux assassinats imputables au banditisme criminel.

RÉFÉRENCES

- BACHELART, D. (1992), «Réseaux, supports sociaux et institutions. Les réseaux, sources d'irrigation du social», *POUR (Réseau, insertion, citoyenneté)*, n° 134, juin, pp. 55-68.
- BEAUDRY, R. et H. DIONNE (1996), «Vivre quelque part comme agir subversif: les solidarités territoriales», *Recherches sociographiques*, Faculté des sciences sociales, Université Laval, Québec, vol. XXXVII, n° 3, pp. 537-557.
- BLANC, M. (1992), *Pour une sociologie de la transaction sociale*, Paris, L'Harmattan.
- BOLLE DE BAL, M. (éd.) (1996), *Voyages au coeur des sciences humaines. De la reliance*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan.
- BONETTI, M. (1994), *Habiter. Le bricolage imaginaire de l'espace*, Paris, Hommes et Perspectives et Desclée de Brouwer.
- DIONNE, H. (1985), *Animation sociale, participation populaire et développement régional: le cas du BAEQ (1963-1966)*, thèse de doctorat en sociologie, Université Laval.
- DUMONT, F. (1995), *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit Blanche.
- ELA, J.-M. (1983), *La ville en Afrique noire*, Paris, Éditions Karthala.
- GODBOUT, J.T. et J. CHARBONNEAU (1996), *La circulation du don dans la parenté. La roue qui tourne*, Montréal, INRS-Urbanisation.

- GRAFMEYER, Y. et JOSEPH, I. (1979), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Champ Urbain.
- MAFFESOLI, M. (1992), *La transfiguration du politique. La tribalisation du monde*, Paris, Grasset.
- MAFFESOLI, M. (1993), *La contemplation du monde. Figures du style communautaire*, Paris, Grasset.
- MUKAKAYUMBA, É. (1994), «Jeunesse urbaine en Afrique: permanences et ruptures», *Pop Sahel*, n° 21, pp. 16-23.
- MUKAKAYUMBA, É. et P. BODSON (1995), «Les pratiques et les politiques d'appui aux entreprises informelles contrôlées par les enfants de la rue: le cas de Kigali», *Politique d'appui au secteur informel dans les pays en développement*, Paris, Economica, pp. 137-163.
- MUKAKAYUMBA, É. et V. HUDON (1994), «Le travail des enfants» dans R. Arellano, Y. Gasse et G. Verna, *Les entreprises informelles dans le monde*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- PERRET, B. et G. ROUSTANG (1993), *L'Économie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, Paris, Seuil.
- POCHE, B. (1996), *L'espace fragmenté. Éléments pour une analyse sociologique de la territorialité*, Paris, L'Harmattan.
- POULLE, F. et Y. GORGEU (1997), *Essai sur l'urbanité rurale*, Paris, Syros.
- REMY, J., L. VOYÉ et É. SERVAIS (1991), *Produire ou reproduire. Une sociologie de la vie quotidienne*, 2 tomes, Bruxelles, De Boeck Université.
- SIMMEL, G. (1984), *La philosophie de l'argent*, Paris, Presses universitaires de France.
- TÖNNIES, F. (1977), *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie*, Paris, Retz (1^{re} édition française 1944).
- WEBER, M. (1982), *La Ville*, Aubier/Res/Champ urbain, Paris.

COMMUNAUTÉ LOCALE, ÉCONOMIE LOCALE: UNE ÉQUATION À RECONSIDÉRER

Jean-Pierre DESLAURIERS
Université du Québec à Hull

Les membres des sociétés dites avancées sont tiraillés par des tendances contradictoires. D'une part, nous assistons à l'explosion des moyens de communication et le village global n'est plus une utopie. Les citoyens sont appelés à prendre position sur diverses questions de politique internationale: à ce sujet, les postes de télévision déversent quotidiennement leur lot d'images qui contribuent à nous sensibiliser à des événements qui échapperaient autrement à notre attention. Ceci dit, cette connaissance nous laisse néanmoins impuissants et incapables de réagir. D'autre part, nous développons une plus grande sensibilité aux événements locaux: les citoyens veulent connaître ce qui se passe près de chez eux et participer aux débats qui touchent leur cadre de vie. On taxe parfois cette tendance de localiste et, de fait, elle peut cacher un retour au conservatisme mais néanmoins, elle traduit un autre pôle des préoccupations de nos contemporains.

C'est dans cette foulée que resurgissent les notions de communauté et de développement local. En effet, on a moult fois constaté l'échec des grands projets, tant au plan national qu'international: non seulement les mega-entreprises ne tiennent pas leur promesse d'apporter la prospérité mais trop souvent, elles affaiblissent les milieux où elles s'implantent. Les chantres du développement privilégient maintenant la qualité des petits projets que les communautés contrôlent et dont elles seraient ainsi plus à même de bénéficier. Cependant, est-ce qu'une communauté saine a automatiquement un

effet d'entraînement sur le développement économique et la création d'emplois? Existe-t-il encore un lien entre la communauté et son économie? Voilà quelques questions que nous aborderons.

Ce travail sera divisé en quatre points. Dans un premier temps, il sera question de communauté mais succinctement: d'autres auteurs du présent ouvrage présentent une revue fort convaincante de la notion et je ne m'y attarderai pas. Ensuite, je discuterai des liens entre la communauté et l'économie. Troisièmement, je discuterai du concept de mondialisation qui, relié au local, enterre prématurément celui de l'État national. Enfin, je terminerai en insistant sur la nécessité du sens critique dans les débats actuels.

LA COMMUNAUTÉ

«Liberté, liberté, que de crimes on commet en ton nom! » disait le révolutionnaire français Danton. En paraphrasant un peu, je dis: «communauté, communauté, que de profits on aimerait faire sur ton dos». Car la communauté est maintenant très populaire. Pendant quelque temps, nous pensions que notre avenir était dans le jet set, l'Internet, le village global, dans la citoyenneté internationale et dans la mondialisation. Mais non, erreur: notre salut est plutôt dans la communauté, un concept que certains trouvaient un peu arriéré il n'y a pas si longtemps. Les pauvres surtout ont ce grand bonheur: les plus riches ont encore le jet set, l'internet, les voyages, etc. Les pauvres n'ont qu'eux-mêmes, comme d'habitude.

La résurgence de la communauté n'est pas gratuite car on parle de plus en plus de sa contribution au développement local. On se rend compte qu'une communauté malade entraîne des coûts, alors qu'une communauté saine peut générer un développement économique. Par exemple, dans son rapport *Un Québec solidaire*, le défunt Conseil des affaires sociales (1992) avait dressé un vibrant plaidoyer en

faveur du développement local; le Conseil appuyait sa thèse en décrivant une foule de petites initiatives qui avaient fait la fortune des communautés. L'organisme qui lui a succédé, le Conseil de la santé et du bien-être (1996), a repris le flambeau et consacre lui aussi un important chapitre à la communauté locale comme lieu d'intervention contre l'exclusion des assistés sociaux. Cependant, la question se pose: est-ce qu'une communauté, tout intégrée soit-elle, peut générer son économie? On sait qu'une communauté désintégrée ne peut pas faire grand chose pour son économie mais une communauté intégrée peut-elle faire davantage?

Un collègue m'a déjà raconté l'anecdote suivante: un jour qu'il recevait des visiteurs étrangers, il les a promenés dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean pour leur donner une idée du paysage, de l'état du développement, etc. À un moment donné, le convoi s'arrêta dans une petite communauté rurale qui en arrachait: exode vers la ville, dénatalité, vieillissement de la population, etc. Le professeur voulait montrer à ses invités l'exemple d'une petite communauté en voie de désintégration sociale. Le maire reçoit les invités dans ses bureaux; tout autour se trouvent plusieurs autres organisations paroissiales qui ont aussi leurs locaux dans le même édifice. Le maire y va de son petit discours, on sert un lunch dans une grande salle de réunion. À un moment donné, un des invités prend mon collègue à l'écart et lui demande: «Dites donc, est-ce que c'est ce que vous appelez la désintégration sociale?». En effet, cet observateur étranger avait sous les yeux une petite communauté qui était raisonnablement organisée, avec un pouvoir structuré autour de la mairie et de quelques organisations. De fait, il avait raison de se poser la question: était-ce vraiment une communauté désintégrée? Non, pas du tout. Par contre, était-elle capable de générer de l'emploi? Ce n'était pas certain.

Il s'ensuit que de mon point de vue, intégration de la communauté locale et économie locale ne vont pas nécessairement ensemble. Car

l'inverse peut être vrai: une communauté peut connaître un niveau de développement économique sans être plus intégrée pour autant. Pensons aux centres urbains qui étaient dépendants d'un employeur unique (Jonquière avec l'Alcan, Trois-Rivières avec la CIP, Amos avec la scierie Perron); si elles ont joui d'une prospérité relative pendant un temps, elles n'étaient pas bien portantes pour autant. On l'a vu quand ces grandes entreprises ont fermé leurs portes: elles n'ont pas été capables de réagir.

Au fond, la meilleure question à se poser n'est peut-être pas de se demander si la communauté locale peut ou non développer son économie par ses propres forces: elle en est parfois capable ou non, selon les circonstances, selon ce qu'on lui demande de faire et selon ce qu'elle peut faire. Par contre, on peut à juste titre se demander que nous vaut le retour de la communauté dans les discours. La raison vient peut-être de ce que la communauté comme telle est un prétexte: elle est simplement un moyen comme un autre pour se sortir des difficultés dans lesquelles le capitalisme nous a plongés. Quand la communauté s'avère un obstacle, on la détruit; on l'a vu avec les grandes réformes étatiques ou quand vient le temps d'implanter une grande entreprise. Dans ce temps-là, le sentiment d'appartenance ne vaut pas cher. Par contre, lorsque la compétition, la centralisation et la bureaucratisation ont détruit les liens qui existaient et que les coûts sociaux sont élevés, on vire son capot de bord et, tout à coup, la communauté retrouve ses vertus.

Il me semble que le phénomène auquel on assiste est la rentabilisation du sentiment d'appartenance et de la solidarité qu'on retrouve souvent dans les petits ensembles. Ce dont nous entendons parler est la traduction que la technocratie donne de la communauté. Une fois de plus, la communauté est un moyen qu'il faut exploiter, non une fin en soi.

L'ÉCONOMIE LOCALE

L'économie locale est en voie de désintégration depuis plusieurs années. Les petits commerces ont fermé leurs portes un à un, emportés par la concentration des entreprises, incapables de présenter le spectacle qu'offrent les grands magasins, incapables de soutenir la concurrence. Dès que les moyens de transport se sont développés et qu'on a pu se rendre en ville dans un délai et à un coût raisonnable, les ruraux ont commencé à délaisser les commerces locaux. Les ressources forestières se sont épuisées, les fermes familiales ont fait place aux immenses entreprises agricoles. Les communautés rurales qui se maintiennent sont de plus en plus peuplées par des habitants qui travaillent en ville et qui retournent demeurer en campagne à cause du calme qu'ils y trouvent. Bref, l'économie locale est en difficulté, et si des initiatives prometteuses pointent ici et là, c'est encore un peu tôt pour généraliser.

Tout à coup, on fait appel aux communautés locales pour développer leur économie, mais sans analyser ce qui s'est passé avant. Comment la désintégration de l'économie locale s'est-elle produite? Quels sont les processus macro-sociaux qui ont été à l'oeuvre à cette époque, quels sont ceux qui sont disparus et quels sont les nouveaux qui sont apparus? Quels sont leurs effets aujourd'hui? Si la communauté n'a pas été capable de résister aux assauts de la centralisation quand elle était plus forte, que peut-elle faire de plus aujourd'hui alors qu'elle est plus faible? Comment la communauté pourrait-elle renverser la vapeur si on ne commence pas par expliquer les transformations qu'elle a connues?

La désinstitutionnalisation est un autre exemple de ce raccourci. Si la désinstitutionnalisation est un objectif souhaitable dans beaucoup de cas, toutes les communautés ne sont pas également capables de s'acquitter de cette fonction:

La communauté locale ne possède pas nécessairement les ressources nécessaires, compte tenu de leur spécificité: étendue du territoire, absence de transport public, manque de ressources adaptées, disponibilité et qualité des ressources communautaires, rareté des ressources professionnelles, etc. (Lamoureux et *al.*, 1996, p. 415)

Toujours dans le domaine de l'économie locale, on présume que la réinsertion des bénéficiaires d'aide sociale au marché du travail aura un effet favorable sur le développement local. Or, ces expériences de réinsertion ne contribuent pas nécessairement au développement local. C'est ce qui ressort du rapport de voyage du président du RQIIAC qui revient de France et à l'issue duquel il écrit:

J'ai pu constater avec inquiétude que les multiples mesures d'insertion et les contraintes de l'allocation sociale, mises en place en 1992, sont loin de mener directement au développement social. Inquiétudes multiples parce que la réforme de la Sécurité de revenu du Québec semble procéder sur les mêmes assises qui n'ont pas freiné l'exclusion sociale, la ghettoïsation des populations et la détérioration des conditions de vie des prestataires du RMI (Revenu minimum d'insertion). (Legros, 1997, p. 22).

On parle beaucoup d'économie sociale et on la relie souvent au développement local. Représente-t-elle une solution véritable? Peut-être, mais elle soulève en même temps de sérieuses réserves. Par exemple, le fait que l'État s'intéresse à l'économie sociale devrait nous mettre la puce à l'oreille: les technocrates ont le tour de s'inspirer des initiatives populaires et de les traduire ensuite dans des structures telles que le peuple ne s'y reconnaît plus. Rappelons-nous les initiatives populaires qui ont inspiré la création des CLSC: ils n'étaient pas si tôt mis sur pied qu'on les enfermait dans des programmes et que les employés étaient mis au pas. Actuellement, le mouvement communautaire se débat en plusieurs endroits sans pouvoir compter sur l'appui du CLSC. Ce n'est pas un hasard si la

fusion des CLSC avec d'autres établissements soulève si peu d'opposition dans le milieu populaire: ils sont devenus étrangers au milieu d'où ils originent pourtant. Il en va autrement de la fermeture d'une école qui soulève davantage de passions. C'est tout dire.

Le mouvement des femmes est en train de faire la même expérience. Parlant des revendications mises de l'avant lors de la Marche des femmes, Madame Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec, a déclaré au colloque sur le développement communautaire en Montérégie: «Le fossé s'agrandit entre ce que les femmes voulaient et ce que le gouvernement fait» (Fournier, 1997, p. 130). Ce n'est pas étonnant: c'est ce qui se produit chaque fois que l'État s'empare d'une initiative populaire.

Dans les discussions entourant la notion d'économie sociale, j'ai lu peu de critiques de la notion d'économie comme telle ni de l'insertion de l'économie sociale dans le capitalisme. Par exemple, on situe l'économie sociale à côté du marché, de l'État et du bénévolat, de l'entraide, etc. Cette insertion soulève plusieurs questions. Tout d'abord, quel est l'effet de l'arrimage de l'économie sociale au marché?

Peut-on et doit-on faire reconnaître tout ce qui est de l'ordre de l'échange, de l'entraide, à l'intérieur de cadres et de rapports plus formels, même si ces rapports devaient être plus «soft» et gérés de manière différente? Les liens sociaux doivent-ils tous être banalisés à la lumière de l'économie, une tangente que dénoncent, paradoxalement, bien des acteurs sympathiques à l'économie sociale? (René, 1996, p. 3)

Il me semble qu'on essaie de faire une sorte de synthèse contre nature. Ici encore, on veut rentabiliser l'entraide, la solidarité, la vie en commun, le sentiment d'appartenance. Est-ce qu'il faut vraiment tout inclure dans l'économie? Est-ce que des activités gratuites existent encore ou doivent-elles acquérir une valeur économique?

L'insertion de l'économie sociale entre l'action du marché et celle de l'État passe sous silence que le secteur communautaire s'est développé en bataillant sur deux fronts: d'une part, contre la bureaucratie gouvernementale qui voulait faire du secteur communautaire un appendice étatique (et qui dit si elle n'est pas en voie de réussir!); d'autre part, contre les néo-libéraux qui voulaient le réduire au civisme et au bénévolat. Penser que l'économie sociale prend sa place dans le secteur économique revient à négliger les relations de pouvoir entre les composantes d'une société.

Si le marché (le capitalisme) continue de créer les problèmes qu'on connaît, l'économie sociale ne pourra changer grand-chose à l'avenir.

À cet égard, l'économie sociale et ses petits boulots, à la mode chez les «nouveaux» sociaux-démocrates, constitue moins qu'un ersatz de solution viable. Non qu'elle soit condamnable en soi. Mais que peut-elle promettre, hormis des cataplasmes appelés par la multiplication des plaies sociales résultant d'une amnésie planétaire, par laquelle un certain libéralisme tente de se refaire une jeunesse? (Pichette, 1997)

Pour l'instant, l'économie sociale se développe parce que le capitalisme délaisse les champs d'action où elle se déploie: à la minute où le tout deviendra rentable pour lui, il s'en emparera. Il faut bien voir l'influence du capitalisme et les pressions qu'il exerce sur la gestion de l'économie sociale, son financement, son développement. Il ne faut pas avoir peur de l'économie mais ne pas tout y réduire non plus.

Il n'est pas dit qu'il faut rejeter du revers de la main tout projet d'économie sociale ni toute initiative de revitalisation locale. Selon les conditions locales, les alliances possibles, il y a des projets qu'il faut appuyer et aider à développer. Cependant, l'économie sociale est peut-être une idée pour les temps durs, pour nous aider à passer

ces mauvais moments. Toutefois, telle que trop souvent pratiquée, elle ne sert qu'à confiner des travailleurs dans de bas salaires, en leur demandant de payer les coûts d'une accumulation capitaliste qui se porte bien.

LA MONDIALISATION: UNE NOTION À CRITIQUER

Dans les discours sur la mondialisation, on passe facilement du niveau mondial au niveau local en enterrant prématurément, de mon point de vue, la question de l'État national. Car du point de vue du capitalisme international, l'État national est un nuisance: c'est qu'on y rencontre parfois des lois pour protéger l'environnement, la santé des travailleurs, la diversité culturelle. C'est qu'on y rencontre des politiques sociales devant redistribuer le revenu. Timide chien de garde, mais quand même un obstacle au rouleau compresseur du libre-échange (Taillefer, 1997). Car l'État, malgré ses avatars, a quand même permis que s'exprime de peine et de misère une certaine notion du bien commun. Grâce aux progrès de la démocratie et du suffrage universel, le peuple a réussi à limiter les dégâts:

Le monde qu'on a voulu détruire, avec la modernité, était un monde construit sur des privilèges conjugués du sang et de l'argent. D'un côté, quelques puissants, de l'autre, la masse anonyme des rien-du-tout. Dans ce temps, les puissants étaient tout, les faibles n'étaient rien...
(Baillargeon, 1997)

Par la suite, l'État-providence a été un moyen par lequel le peuple a réussi à arracher un peu de bien-être. Or, l'État national est maintenant devenu un obstacle à une mondialisation qui nous fait les plus belles promesses: «Syndicats internationaux, humanisation des conditions de travail à l'échelle de la planète, éducation pour tous, voilà quelques promesses de la mondialisation» (Normand, 1997).

Évidemment, pour parvenir à ce paradis terrestre, il faut se défaire de l'État.

Par contre, est-il besoin de le dire, il y État et État. S'il est bien vu de dire que l'État n'est plus utile, il ne faut pas sous-estimer le rôle que continuent de jouer les États des pays capitalistes dans le développement de leur économie. Qu'on pense aux États-Unis, au Japon, à l'Allemagne et on constate rapidement que ces États continuent d'appuyer le développement de l'accumulation capitaliste. Ce ne sont pas eux qui sont en cause ici mais bel et bien l'État des petites nations qui osent s'opposer.

Dans le passé, l'État-nation a échappé aux mouvements sociaux à chaque fois que le peuple s'est efforcé un tant soit peu de le contrôler. Que ce soit à Cuba, au Chili, au Nicaragua, à Trinidad, les pouvoirs se sont empressés d'écraser les gouvernements jouissant d'un appui populaire, soit en envahissant le pays, soit en installant la dictature, soit en imposant un embargo tel que le développement du pays a été étranglé. Si on pense que la mondialisation réglera le problème, on est mal pris: par quelle magie, lorsque l'État national nous a échappé, l'État mondial serait-il à notre portée? Au contraire, il est plus que probable qu'un tel niveau de pouvoir, si jamais il parvenait à voir le jour dans les conditions actuelles, représenterait une nouvelle forme de dictature à une échelle inconnue dans l'histoire de l'humanité. Le problème est que la mondialisation se fait sous le mode capitaliste et qu'elle essaie de trouver son équivalent politique.

Dans le numéro du *Devoir* du 29 octobre 1997, le journaliste Jean Pichette porte à notre attention le fait suivant: les 29 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sont en train de confectionner un accord multilatéral sur l'investissement. Cet accord vise à «instaurer les conditions d'égalité pour les investisseurs internationaux, sur la base de règles unifor-

mes en matière d'accès au marché et de sécurité juridique» (p. A-1). Ceci signifie en fait que les entreprises étrangères et les États sont traités sur le même pied. Le journaliste cite en exemple la compagnie américaine Ethyl qui fabrique le MMT, un additif d'essence dont les lois canadiennes interdisent le transport inter-provincial et l'importation pour des raisons environnementales. Ethyl poursuit donc le gouvernement du Canada pour 250 millions de dollars parce qu'il viole la liberté de commerce et de libre circulation des biens. Cette «charte des droits de l'entreprise» vise au fond à élargir l'ALENA à l'ensemble des pays membres de l'OCDE¹. Dans le cadre de cette entente, le pouvoir des États nationaux sera rogné une fois de plus: la main du marché devient de moins en moins invisible! Cet accord a été négocié à huis clos, sans faire l'objet de discussions publiques mais les États y souscrivent en douce, dont le Canada.

Est-ce que le peuple se laissera dépouiller de son État? Rien n'est moins sûr, même si l'État a été du bord de la bourgeoisie plutôt que du sien. Dans les circonstances, le contrôle de l'État est encore un enjeu pour les mouvements sociaux. De plus, il n'est pas dit que la gauche restera aussi faible. Bref, contrairement à ce qu'aimeraient les tenants de l'économie sans frontière, l'annonce de la mort de l'État national est pour le moins prématurée.

LA NÉCESSITÉ DU SENS CRITIQUE

Il est plus important que jamais de faire preuve de sens critique. D'un côté, la situation est ardue à comprendre et les circonstances devancent les concepts, la synthèse théorique s'avère difficile à élaborer pour l'instant. De l'autre côté, il faut trouver une solution aux problèmes les plus criants de notre temps dont celui de l'appauvrissement. Dans ces circonstances, la recherche de moyens efficaces ne doit pas nous faire perdre de vue le long terme.

Gabriel Gagnon a dit que les années 80 étaient les années molles, que nous n'avions de prise sur rien. Se pourrait-il que les années 90 soient celles de la pensée molle? Nous voguons au travers de toutes sortes de concepts que nous utilisons sans y penser, comme fourre-tout que nous acceptons plus ou moins sans y penser et que nous commençons à répéter avec les autres. À titre d'exemples, je pense aux concepts de mondialisation que nous venons de voir, à ceux de globalisation, de compromis, de concertation, de partenariat, de contrat social, sans oublier celui d'exclusion. Face à ces notions qui nous sont souvent soufflées à l'oreille par les technocrates, il me semble que nous manquons parfois de sens critique. Pour tout dire, la gauche est en désarroi.

Il faut dire que nous avons été échaudés par un passé de léninisme, voire de stalinisme, qui nous a empêchés de penser et surtout d'agir. Parce que le capitalisme était pourri, rien ne devait réussir s'il n'était pas commandé par le comité central du parti: les initiatives populaires étaient soupçonnées de détourner de la lutte contre l'État. De ce point de vue, toute expérimentation réussie devenait suspecte. Ce moment passé, on a franchi une autre étape où il ne s'agissait plus de dénoncer mais de taire des propositions. Cette position était juste et continue d'avoir du bon sens: il faut non seulement démontrer ce qui ne va pas mais aussi démontrer qu'on peut faire mieux.

À peu près vers le même temps, à la fin des années 80, j'ai commencé à entendre parler des facteurs de succès: pourquoi certaines expériences réussissent-elles? Une autre bonne idée: il faut tirer les leçons du succès. Par contre, on apprend parfois plus des échecs, même si c'est moins reluisant, moins honorable. Mais il semble qu'on ne voulait plus discourir sur les échecs pour parler enfin du succès. (C'est souvent ce qui nous arrive quand on prend de l'âge: on ne veut pas quitter la scène sans avoir connu le succès!) Et là, de fil en aiguille, on a versé dans le pragmatisme: ce qui marche est bon. Attirer l'attention sur les limites de certaines solutions démontre

qu'on est passéiste, défensif, conservateur, qu'on n'a pas compris les transformations en cours. Pour ma part, je continue de m'inspirer de Marcel Rioux, le sociologue qui a défendu l'idée de la sociologie critique. Je retiens de ses propositions théoriques deux concepts qui me semblent au coeur du changement social: les possibles et la rupture.

Dans une optique de changement social, il est important d'étudier les situations pour trouver le moyen d'aller au-delà de la situation actuelle et de nous rapprocher d'une meilleure société. Une position critique de la société actuelle exige de passer à l'action et de démontrer concrètement ce qu'on veut faire. C'est ce que Rioux (1984) appelait les possibles d'une situation et, citant Bloch, il retient la notion de possible objectif:

Ces possibilités sont seulement réalisables si le facteur subjectif s'engage de toutes ses forces — intervenant ici dans le processus en fonction d'un ordre de route social et économique qui l'amène à promouvoir ce dont l'heure a sonné au niveau objectif et réel, le possible concret. (Rioux, 1984, p. 14)

Par contre, pour comprendre la valeur des possibles, il faut penser aussi à la rupture dans les pratiques, les représentations, les valeurs (Rioux, 1984, p. 128). L'idée de rupture nous amène à la construction d'une autre société que nous espérons plus juste et elle se rattache à la tradition utopienne.

Dans les années 70 et au début des années 80, beaucoup de militants ont mis l'accent sur la rupture, sur l'au-delà, sur la société nouvelle qui apparaîtrait presque magiquement; en attendant, il ne servait à rien de s'épuiser dans des expérimentations qui conduisaient à des impasses. L'accent était mis sur la rupture. À la fin des années 80 et dans les années 90, nous vivons dans les possibles, tellement de possibles en fait que nous nous demandons comment il se peut que

nous ne les ayons pas vus avant. Par contre, l'idée de rupture est absente! C'est comme si le capitalisme avait disparu par enchantement.

De fait, faute de sens critique, d'analyse du pouvoir et des conditions concrètes, ce qui semble un possible peut s'avérer un cul-de-sac. Il faut aller au-delà des mots et des apparences, déceler les relations de pouvoir qui se dissimulent sous la neutralité des concepts. Le tout doit se faire dans un but d'émancipation et de libération, entendu comme «[...] les combats que les hommes ont menés tout au long de leur histoire contre la domination (politique), l'exploitation (économique) et l'aliénation (culturelle)» (Rioux, 1984, p. 127).

CONCLUSION

Comme le dit le peintre Gilberto au héros de Sergio Kokis dans son roman *Errances*:

La liberté, Boris, ce n'est pas le droit de faire ce qu'on veut. C'est l'exigence de ne pas s'arrêter en chemin, le plus confortable soit-il. Elle nous pousse à la découverte, à l'aventure intellectuelle. S'il n'y a plus de mystère, finie la liberté. (1996, p. 466).

Qui sait, peut-être avons-nous abdiqué devant les terribles exigences de la liberté, et peut-être aussi que la première de ces exigences est d'y rêver. Compagnon, compagne, que sont nos rêves devenus? Ne pensions-nous pas changer le travail, la société, la vie? Dans son film *Sur les chemins de Madison*, Clint Eastwood fait dire à son héros, photographe de ponts couverts: «Mes vieux rêves étaient de bons rêves. Je suis content de les avoir eus». Le défi des temps durs est peut-être de continuer de rêver.

NOTE

- 1 Pour une présentation plus élaborée de ce projet d'accord ainsi qu'une critique, voir le site Web du Congrès du travail du Canada sur le sujet.

RÉFÉRENCES

- BAILLARGEON, N. (1997). «On n'est jamais si bien asservi que par soi-même», *Le Devoir*, 23 septembre, p. A-6.
- CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA (s.d.). *Accord multilatéral sur l'investissement. Analyse critique préliminaire*, 22 pages.
<http://www.clc-ctc.com/francais/hot-issues/amifr.html>
- CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE (1996). *L'harmonisation des politiques de lutte contre l'exclusion*, Gouvernement du Québec, Québec.
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1992). *Un Québec solidaire. Rapport sur le développement*, Boucherville, Gaëtan Morin.
- FOURNIER, J. (1997). «Les groupes communautaires montréalais travaillent à se donner une structure commune de représentation», *Interaction communautaire*, n° 43, automne, pp. 29-30
- KOKIS, S. (1996). *Errances*, Montréal, XYZ éditeur.
- LAMOUREUX, H., J. LAVOIE, R. MAYER et J. PANET-RAYMOND (1996). *La pratique de l'action communautaire*, Sillery, Presses de l'Université du Québec.
- LEGROS, P. (1997). «De l'insertion au développement local, la marche est haute!», *Interaction communautaire*, n° 43, automne, p. 22.
- NORMAND, F. (1997a). «Heureuse mondialisation», *Le Devoir*, 1^{er} novembre, p. B-18.
- PICHETTE, J. (1997b). «Autopsie d'un malentendu», *Le Devoir*, 2 octobre, p. A-1.
- PICHETTE, J. (1997). «Les meneuses de clique», *Le Devoir*, 29 octobre, p. A-1.

- RENÉ, J.-F. (1996). «Les emplois de l'économie sociale. Combien? Pour qui? À quel prix?», *Intégration*, vol. 1, n° 2, printemps, pp. 1 et 3.
- RIOUX, M. (1984). *Le besoin et le désir*, Montréal, L'Hexagone.
- TAILLEFER, G. (1997). «Le supermarché continental», *Le Devoir*, 23 septembre, p. A-6.

DE LA COMMUNAUTÉ AU COMMUNAUTAIRE. À PROPOS D'UNE MÉPRISE ET D'UN VIRAGE PLUS QU'AMBULATOIRE

Marie-Andrée COUILLARD
Université Laval

Le discours politique entourant le virage ambulatoire mis en oeuvre au Québec depuis quelques années sous la bannière de l'humanisation des soins fait la promotion d'un retour vers les milieux de vie¹. Dans les propos du ministre de la Santé et des Services sociaux, comme dans celui de ses conseillers, les hôpitaux devraient être réservés aux interventions spécialisées complexes, les chirurgies mineures étant réalisées en externe et les soins postopératoires étant pris en charge par le secteur privé, par les milieux de vie ou par des organismes qualifiés de communautaires. C'est cette dernière dimension qui m'intéresse ici.

La notion de milieu de vie côtoie celle de communauté dans les textes officiels. Ceux-ci précisent que les milieux de vie sont les familles, les écoles et les milieux de travail; la communauté pour sa part semble se confondre avec l'environnement social et c'est par ses lacunes qu'elle devient repérable. Isolement et absence de soutien social sont identifiés comme facteurs de risque majeurs pour la santé et le bien-être. Le tissu social, les solidarités et les réseaux d'entraide protégeraient les individus contre les effets négatifs de la vie contemporaine. D'où l'idée de renforcer le réseau social des personnes et de soutenir les initiatives issues du milieu qui font appel à la solidarité (Gouvernement du Québec, 1992, pp. 149-150).

L'encadrement étatique et le soutien que se propose d'offrir la Politique en matière de santé et de bien-être à l'environnement social et aux milieux de vie deviennent encore plus significatifs avec le virage ambulatoire. En témoigne d'ailleurs l'organisation de forums, par le Conseil de la santé et du bien-être, dans 50 communautés du Québec pour s'attaquer à la dégradation du tissu social (*Le Devoir*, 30 octobre 1997). En effet, toute déficience à ce niveau risque de mettre en péril le succès du virage. Les patients traités en service externe doivent être pris en charge ailleurs que dans le réseau public afin que des économies soient générées. Mais comment s'assurer que la communauté remplisse ce rôle alors que personnes âgées, chômeurs, assistés sociaux, adolescents et délinquants sont laissés à eux-mêmes, coupés du monde, à la remorque de décisions qui viennent d'ailleurs (*Ibid.*). Ces forums veulent «remettre le citoyen, quel qu'il soit, au centre de la vie communautaire» (*Ibid.*). Mais attention, la vie communautaire dont il est question ici est clairement balisée. Les «secteurs» de réflexion ont été identifiés: la pauvreté, la violence, l'intégration des personnes par l'emploi, la participation des jeunes à la vie sociale et celle des aînés. Il s'agit de favoriser des actions locales, suivies de concertations régionales puis d'un forum national prévu pour janvier 1998. L'État gestionnaire appelle à l'aide. Il cherche des partenaires pour implanter ses politiques.

Les organismes communautaires, nouvellement reconnus comme partenaires officiels de l'État, y voient une opportunité d'infléchir le cours des choses dans le sens de leurs idéaux. Ils sont réputés être proches de la communauté, sensibles à ses besoins et bien placés pour y répondre adéquatement. Leur mission se comprendrait par opposition à la prise en charge des patients par du personnel, professionnel ou non, oeuvrant dans des organismes publics ou privés.

Du communautaire et de la communauté donc, comme s'il s'agissait d'un seul et même univers de sens. Mais il y a peut-être méprise. Et

s'il y a méprise, elle loge d'abord au coeur des travaux scientifiques qui informent les projets étatiques.

Dans un bref texte intitulé «Le mirage de la société civile», Chevalier (1989) dénonce l'exhumation du concept de société civile dans les années 70 qui apparaît, selon lui, comme un opérateur idéologique destiné à produire des effets sociaux et politiques mais «incapable de rendre compte d'une réalité devenue singulièrement plus complexe». Dans le contexte de la transformation du système de santé que nous vivons présentement, on peut se demander si la notion de communauté n'est pas elle aussi un opérateur idéologique. Ceci m'amène à m'interroger sur les effets non prévus de l'utilisation de cette notion dans les discours politiques, administratifs et scientifiques, sur la mission des groupes de la société civile et sur la situation des femmes.

LE CONTEXTE

Le retour à communauté apparaît dans un contexte où les appareils étatiques sont dominés par la logique du management² et les travaux scientifiques qui l'inspirent invoquent la crise de l'État-providence et des finances publiques pour justifier des transformations fondamentales dans la gestion des services publics.

Les stratégies technocratiques privilégiant des interventions professionnelles centrées sur des groupes-cibles n'auraient pas donné les résultats escomptés. Après avoir élaboré un cadre législatif et administratif pointu³, on serait maintenant disposé à reconnaître comme partenaires de l'État des organismes qui sauraient faire mieux avec moins. Après la participation en vogue dans les années 60-70, c'est le partenariat qui s'impose dans les écrits scientifiques et administratifs. D'un discours privilégiant l'intervention professionnelle encadrée par un réseau public responsable, on passe à un

discours valorisant la personne, le milieu de vie et les ressources communautaires reconnues pour leur expertise.

Les travaux sur le communautaire et les documents juridico-administratifs se rejoignent donc dans une construction de la communauté qui n'est pas sans soulever des interrogations. Certains points méritent d'être examinés: nous allons revenir très brièvement sur la problématisation de la communauté et sur l'institutionnalisation du partenariat.

Nous avons discuté ailleurs (Couillard et Côté, 1997) de l'émergence de la notion de partenariat dans le domaine de la santé mentale dès le début des années 60, avec le rapport Bédard dans lequel on fait la promotion de la décentralisation, de la régionalisation, de l'éducation populaire et de l'utilisation des ressources de la communauté. La centralisation des services de santé et des services sociaux dans les années 70 suscite des réactions qui donneront lieu à la création de groupes organisés dont les revendications vont finalement être entendues. Il est difficile de savoir comment ces groupes sont nés (spontanément ou avec l'aide des travailleurs et des animateurs sociaux dont la compétence professionnelle a été reconnue précisément au moment de la mise en place des appareils centralisés) et comment l'idée du partenariat s'est introduite dans le champ de la santé et des services sociaux au Québec. Le discours dominant affirme cependant qu'on a voulu reconnaître la volonté des individus, des communautés et des «régions» de se prendre en charge et de «participer» aux décisions (Robichaud, 1994; Conseil de la famille, 1991).

Sans doute inspiré par le rapport Barclay (1982)⁴ en Angleterre, le rapport Harnois (Gouvernement du Québec, 1987) annonce un renversement déterminant dans le domaine de la santé mentale:

La monopolisation par l'État des lieux de définition des priorités, des modes de dispensation des soins et des

services ainsi que des mécanismes de contrôle a contribué à priver progressivement le citoyen souffrant de problèmes mentaux de la capacité d'entraide des familles et des communautés. (Gouvernement du Québec 1987, p. 42)

Dans la Politique de santé mentale (Gouvernement du Québec, 1989b, p. 26), on précise que «le partenariat suppose la mobilisation concertée de la personne, de ses proches, des intervenants, de la communauté, des ressources publiques et de celles du milieu». On ajoute que «le partenariat est une façon de faire et non une ligne de conduite réglementaire. Il trouve assises dans l'intervention, la planification, l'organisation et la gestion des services. Il concerne également différents interlocuteurs dans plusieurs secteurs d'activité» (Gouvernement du Québec, 1989b, p. 26). Dans ce texte, «la personne doit se retrouver au premier plan», elle est un partenaire, tout comme la famille et la communauté; c'est l'époque de l'«action concertée».

Cependant, dans le rapport Rochon de 1988, les partenaires deviennent les organismes communautaires et les établissements du réseau. Leur collaboration doit être favorisée par des mesures de participation aux structures de concertation et aux mécanismes décisionnels de l'instance régionale (Gouvernement du Québec, 1989b, p. 84). De plus, le ministère doit s'assurer que «les organismes communautaires aient voix au chapitre tant dans la détermination des orientations du système et les choix d'allocation budgétaire que dans l'organisation et la distribution des services» (Gouvernement du Québec, 1989b, p. 85). Ici, le partenariat renvoie à l'organisation des services dans une perspective d'intersectorialité⁵. Quels sont les groupes communautaires qui vont s'inscrire ainsi dans les structures décisionnelles?

LE COMMUNAUTAIRE LABORATOIRE

L'ensemble qualifié de communautaire est présenté dans les écrits comme étant en mutation perpétuelle. Cependant, certaines personnes facilitent ces mutations tout autant que les collaborations entre le communautaire et l'État. Godbout *et al.* (1987, p. 74) mentionnent bien que les cas de collaborations fécondes sont surtout le fait d'individus et non d'entente entre établissements. Dumais (1991, p. 99) constate l'enthousiasme des «jeunes leaders des groupes communautaires» face à une perspective de collaboration avec les CLSC, et ce en dépit de l'absence d'un engagement de fonds. Panet-Raymond et Bourque (1991, p. 14) signalent que la «connaissance de la dynamique du milieu et du fonctionnement des organismes et des établissements» est particulièrement déterminante pour les personnes impliquées dans les collaborations. Sans nommer explicitement qui sont ces «personnes impliquées», les mêmes auteurs affirment que «l'intervenant communautaire» joue un rôle central. Dans un autre article, Panet-Raymond (1994, p. 72-73) ajoute que les Écoles de service social, formant les futurs intervenants, ont un rôle prépondérant à jouer à l'ère du partenariat à cause de leur savoir et de leur compétence professionnelle et qu'elles «...peuvent même contribuer à la reconnaissance et à la crédibilité...» des organismes communautaires.

L'émergence de personnes en situation d'établir des ponts entre les appareils étatiques et le milieu n'est pas nouvelle; nous avons montré ailleurs (Couillard *et al.*, 1996) qu'un courant du service social se développe précisément pour prendre la relève du clergé et amortir en quelque sorte les effets de l'industrialisation et de la modernisation. Un autre privilégie la conscientisation et l'organisation politique, et il lance lui aussi dans la mêlée des organisateurs qui la dynamisent.

Du côté institutionnel, les CLSC sont souvent conçus comme un maillon entre la bureaucratie étatique et les groupes communautaires.

C'est pourquoi plusieurs leur attribuent une fonction de relais (Hurtubise et Paré, 1989; Fédération des CLSC, 1986). Cette position ambiguë, qui se reflète notamment dans leur «culture organisationnelle» (Poupart, Simard et Ouellet, 1986), ne doit cependant pas occulter le fait qu'il s'agit bien là d'une organisation étatique dont les objectifs premiers demeurent l'implantation des politiques gouvernementales. Ceci devient encore plus clair dans le contexte actuel du virage ambulatoire.

Pour les groupes qualifiés de communautaires, les interventions de nature diverse de ces CLSC contribuent à encourager un nombre grandissant de personnes à créer des ponts. Hamel (1993, p. 57) constate l'engagement quasi-systématique de permanents très scolarisés surtout dans les groupes mis sur pied après les années 80. Cette évolution est à mettre en relation avec la quête perpétuelle de financement et les rapports plus étroits entre les groupes et l'État, de même qu'avec leur professionnalisation (Côté et Couillard, 1995). Les groupes sont donc de plus en plus professionnalisés: ils engagent des diplômés des sciences sociales qui partagent le même savoir expert, donc le même univers de sens que leurs collègues travaillant dans les institutions.

Ceux qui écrivent sur le communautaire mettent en relief la crise économique de 1981-1982 qui exacerbe la pauvreté et l'exclusion sociale et la croissance phénoménale du nombre de groupes offrant des services⁶. On voit apparaître avec force un discours sur le communautaire créateur d'emplois (potentiellement syndicable, voir Aubry et Charest, 1995) et préoccupé par les conditions salariales et les conditions de travail des permanents (Guberman *et al.*, 1994). Bélanger et Lévesque (1992, p. 725) maintiennent que les groupes communautaires de partenariat seraient la clé d'un nouveau modèle de développement dont la réussite serait tributaire de la mise en place de relations «partenariales» entre les «secteurs» étatique, privé, syndical et communautaire. On parle alors d'une économie sociale

dans laquelle le communautaire doit se positionner vis-à-vis des forces du marché et vis-à-vis de la rationalité instrumentale des appareils d'État qui luttent déjà entre eux pour définir les «besoins» socio-sanitaires de la population et y répondre.

Plusieurs porte-parole des organismes communautaires considèrent le partenariat comme un moyen de transformer le mode actuel de gestion du social (qui s'appuie sur l'expertise scientifique au service d'un appareil technobureaucratique) et d'élargir ses «bases démocratiques», c'est-à-dire de faire reconnaître comme pertinente l'expertise pratique des groupes communautaires dans le domaine de la planification et de l'organisation des services de santé et des services sociaux.

Notons que l'idée de transformer le mode actuel de gestion du social ne remet pas en cause la logique technobureaucratique; elle souhaite seulement y inscrire d'autres formes de savoirs et d'interventions afin d'améliorer les catégories et les pratiques. Ceux qui en sont porteurs pourraient ainsi accéder à cette position privilégiée qui permet à certains de définir les besoins, les problèmes et les services pour une population. En élargissant la notion d'expertise pour inclure l'expérience pratique (vis-à-vis de la position usuelle qui privilégie uniquement la science) et en se faisant valoir comme étant porteur de cette expérience, ce segment du communautaire n'exprime-t-il pas simplement ses ambitions «technocratiques»? Il est important de faire ce constat, car même si elle est ancrée dans des pratiques dites communautaires, cette option se calque sur celle de son vis-à-vis et en reprend notamment l'organisation de type bureaucratique, avec délégation du pouvoir de choisir au nom de ceux et celles que l'on dit représenter. Cette option ne doit pas être confondue avec la démocratie délibérative (Thériault, 1996) qui exige des espaces de réflexion dans lesquels des discussions permettent à chacun de se faire une idée et de se situer vis-à-vis des choix à faire.

Certains s'inquiètent d'ailleurs de la multiplication des représentations par des gens qui ne sont ni élus, ni recrutés selon des critères de compétences connus et qui pourtant décident de l'allocation des ressources et des services à la population, et ce sans garantie d'impartialité (puisque certains représentants prennent des décisions qui engagent leur propre groupe et des groupes «concurrents»). La question de l'imputabilité devrait soulever des inquiétudes.

La Loi 120 parle d'un «nouveau partenariat» avec l'État et reconnaît les organismes communautaires comme des «partenaires» au sein du système de santé et de services sociaux. Les organismes se retrouvent maintenant au conseil d'administration de leur Régie régionale; ils sont aussi appelés à siéger sur des comités, ou interpellés lors de consultations menées par les Régies; ils peuvent aussi collaborer pour offrir des services divers. Mais chacun de ces «espaces», soit les rencontres du conseil d'administration, les comités, le processus de consultation ou la collaboration pour offrir des services, offrent des opportunités de nature très différente au plan de la gestion du social et exigent des compétences fort différentes.

Une telle institutionnalisation de la collaboration peut être vue comme la consolidation d'un mode de régulation qui interpelle les groupes dits communautaires pour les inscrire dans un cadre et des procédures qui permettent d'aligner leurs revendications sur les objectifs des grands appareils étatiques et ainsi de récupérer leur expertise pratique. Une nouvelle façon d'aborder les problèmes et de les résoudre est ainsi mise au service des fonctionnaires et des technocrates qui doivent gérer les effets de la décroissance économique et du graduel retrait de l'État. Il reste à voir si les services offerts à la population gagnent en qualité avec cette nouvelle stratégie.

LA COMMUNAUTÉ

Dans l'histoire européenne, la communauté constitue une référence pour les mouvements de réforme politique et sociale du début du XIX^e siècle, en quête d'une alternative à la société capitaliste et industrielle naissante. C'est pourquoi la notion de communauté peut avoir des connotations critiques. Vers la fin du XIX^e siècle, elle apparaît dans le vocabulaire scientifique alors que Tönnies (1887) en fait une catégorie sociologique qu'il oppose à la catégorie «société». Reprise par les sociologues de l'École de Chicago, elle permet de qualifier les formes d'organisation sociale propres aux collectivités de taille restreinte qui fonctionnent comme des tous (Levy, 1997, p. 141). La communauté renvoie alors au sang (ou à la parenté), au pays (voisinage et amitié) et à l'esprit (Levy, 1997, p. 143).

Le type de toutes les associations communautaires est la famille elle-même sous toutes ses formes; l'homme s'y trouve inclus par sa naissance; il peut bien concevoir en un sens quelconque son existence parmi elle, mais il ne peut considérer en aucune façon le fondement d'un tel rapport comme résultant de sa liberté réfléchie. (Tönnies, 1887, 1944)

L'anthropologie utilise la notion de communauté pour désigner des ensembles qui se reconnaissent comme ayant quelque chose en commun. Ils partagent un espace, une langue, une culture, des intérêts — comme dans l'exemple des communautés villageoises, ou encore francophones, catholiques, homosexuelles ou universitaires. Cette reconnaissance, souvent désignée par la notion de culture, ou de sous-culture, est essentielle au «vivre-ensemble», mais aussi à la constitution d'identités individuelle et collective. Partant d'une idée de Enriquez (1992), Levy souligne:

Le mythe de la communauté sous-tend la représentation imaginaire de toute société par elle-même, toute communauté est à son tour sous-tendue par une représentation

imaginaire de la famille. Spécialisée dans la fonction de reproduction, elle permet à la communauté de se perpétuer dans le temps dans sa mêmeté. (Levy 1997, p. 143)

La communauté ne renvoie donc pas à une sociabilité construite dans une réflexivité critique, mais à une sociabilité donnée, «naturelle», première en quelque sorte parce que excluant l'idée de choix. On ne choisit ni sa famille, ni sa communauté. La communauté peut donc jouer un rôle idéologique important dans la mesure où la notion évoque une cohésion, une homogénéité et une pérennité relevant d'un ordre naturel, non perverti par la modernité et l'industrialisation. Dans cette représentation imaginaire, les liens communautaires naissent d'un sentiment d'appartenance et d'interactions face-à-face, à travers la coopération et l'entraide. Les individualités se fusionnent dans une sympathie et une identification mutuelle pour former un tout qui donne un sens à leur existence. On parle alors de tissu communautaire et familial pour désigner une sociabilité qui se construit dans l'expérience quotidienne qu'entretiennent des gens de la même famille ou du même voisinage. Un tissu social sain en est un où chaque membre participe au bien-être collectif et est soutenu en retour par la communauté.

Dans nos sociétés industrielles, la notion de communauté me semble problématique, particulièrement dans les milieux urbains complexes où les bases de la sociabilité peuvent se modifier rapidement et se reconstruire autrement. Fortin (1995, p. 13) souligne que «[...] la communauté est le lieu du quotidien, des relations en face-à-face par rapport aux institutions et aux appareils». Selon elle, le communautaire compte à la fois une «partie organisée» (groupes et associations), mais aussi une «portion informelle: les réseaux de sociabilité qui sont aussi, indissociablement, des réseaux d'entraide et de soutien, "les proches"» (Fortin, 1995, pp. 13-14). Ironiquement, l'appellation «groupe communautaire» pour désigner ces groupes de services et d'entraide peut aussi être interprétée comme un indice de

la dissolution de la «communauté», non comme une confirmation de sa pérennité.

Poser que la communauté est la base de la solidarité signifie que

les services communautaires sont ceux qui répondent à une tradition d'entraide et de respect mutuel et évitent de façon explicite le contrôle professionnel par le biais de l'institutionnalisation, de la "psychiatisation" ou de la médicalisation des troubles psychosociaux. (White, 1993, p. 84).

La solidarité, probablement ancrée dans l'entraide bénévole, se démarque du professionnalisme des institutions publiques. La communauté se dessine ici sur la base des «problèmes» qui rassemblent les personnes qui se constituent ainsi en un groupe d'intérêt; c'est d'ailleurs le cas étudié par White (1993) et Lamoureux (1994) qui traitent des «ressources alternatives en santé mentale».

Dans les écrits politico-administratifs, les services communautaires relèvent de la communauté, c'est-à-dire qu'ils naissent et se développent en dehors des réseaux public et privé. Comme le remarque White (1993), on y «assimile communauté et société civile». Au plan analytique, ne serait-il pas utile de maintenir la distinction entre communauté et société civile? La première exclut l'idée de choix, de réflexivité critique; la seconde regroupe au contraire les organisations et les associations volontaires qui favorisent la distanciation et la prise de conscience de sa situation.

La notion de société civile apparaît d'ailleurs dans le champ philosophique pour désigner un mode particulier de lien, d'association qui se démarque du rapport de parenté fondé sur le sang ou sur l'alliance. La notion de société civile permet de penser le politique en tant que domaine distinct de la nature, de la famille, de la communauté — voir Hobbes et Rousseau par exemple. La conception

hégélienne de la société civile est bien connue; l'auteur la situe entre la famille et l'État où elle constitue «le système des besoins»:

[...] c'est-à-dire le lieu de l'échange et de la production des biens nécessaires à la survie matérielle des hommes; mais en tant que siège des intérêts particuliers, la société civile ne peut naître et se développer que dans et par l'État, incarnation de l'intérêt général: ainsi se noue entre l'État et la société civile un rapport complexe d'opposition et de complémentarité. (Chevalier, 1989, p. 48)

Appropriée par le libéralisme du XIX^e siècle, cette lecture se cristallise dans une doctrine qui confine l'État à un domaine résiduel, celui des tâches socialement indispensables, mais qu'il serait seul à pouvoir assumer parce qu'elles touchent à la souveraineté ou à l'ordre public (Chevalier, 1989, p. 48). Tout le reste devrait être laissé à l'initiative privée. Les critiques actuelles soulignent qu'une telle dichotomie est artificielle car, dans la réalité, l'État intervient dans la sphère de la production et des échanges. Chevalier (1989, p. 49) en conclut que l'idée d'une démarcation tranchée entre l'État et la société civile est illusoire, «les mécanismes de la représentation politique assurent la présence de la société au coeur de l'État» et l'évolution des pays occidentaux au cours du XX^e siècle

[...] s'est caractérisée par une osmose de plus en plus nette entre l'État et une société civile qui tendent à se superposer, voire à se confondre: tandis que l'existence individuelle et collective est encadrée dans tous ses aspects par un réseau serré de protections et de contrôles et que des systèmes de gestion publique couvrent des pans entiers de la vie sociale, les groupes sociaux sont désormais présents au sein même de l'appareil d'État en disposant des moyens de se faire entendre et de participer à l'exercice des tâches étatiques. (Ibid.)

C'est pourquoi, selon lui, la distinction en vient à perdre toute consistance réelle et fonctionne comme un opérateur idéologique.

Est-il nécessaire de rappeler que la conception marxiste de l'État dénonce ces prétentions à représenter le bien général et montre plutôt comment il représente en fait les intérêts d'un seul segment de la société civile, la bourgeoisie. Dans cette perspective, l'émancipation humaine ne peut pas passer par l'État, mais par la fusion de l'État — ou d'un parti-État — et de la société civile. En adoptant une telle position, on débouche sur une annulation de la distinction analytique tout autant que de la séparation effective de ces deux sphères. Plusieurs craignent cependant les effets de la substitution d'un parti unique à l'État et les dérives totalitaires qui résultent de la perte d'un espace public.

Il apparaît donc problématique de confondre, au plan analytique du moins, société civile et marché ou société civile et État. Il ne suffit pas de constater que l'État et la société civile s'interpénètrent ni de s'intéresser aux conditions dans lesquelles cette imbrication se réalise, il faut réfléchir aux conséquences d'un tel processus sur la pratique politique. Le marché et l'État auraient-ils à ce point colonisé la société civile qu'il n'est plus possible d'y repérer à l'oeuvre une logique politique autre que celle des groupes d'intérêts ?

Quelle est la marge de manoeuvre critique des groupes qui acceptent de se soumettre aux impératifs administratifs et de s'inscrire en complément du réseau public ou de se définir comme des lieux de création d'emploi ? Se pourrait-il que tous les groupes dits communautaires ne se qualifient pas en tant qu'organisations de la société civile intervenant dans un espace public ? La distinction entre, d'une part, «le réseau d'établissements régis par l'État» et, d'autre part, les lieux de services dits communautaires pose problèmes puisque les textes politico-administratifs que nous avons dépouillés jusqu'ici montrent bien que ces lieux de services sont définis dans la législation, la planification et jusque dans leurs modalités d'implantation par les appareils étatiques. Affirmer qu'ils se situent en dehors du

système administratif, comme le voudrait l'appellation communautaire, pourrait donc relever de la méprise.

ET LES FEMMES...

La perspective d'un retour vers les milieux de vie ou vers la communauté afin de prendre en charge les personnes souffrantes devrait préoccuper les femmes au plus haut point. Des critiques féministes s'élèvent d'ailleurs pour dénoncer la «réorientation conceptuelle et idéologique du recouvrement de la santé» qui se traduit par «l'officialisation et l'institutionnalisation des milieux de vie naturels comme lieux dispensateurs de services de santé» (Di Domenico, 1995, p. 9). Les groupes de femmes, interpellés en tant que groupes communautaires partenaires, se trouvent cependant dans une position délicate. D'une part, certaines voient dans cette réorganisation une opportunité de faire reconnaître leur expertise individuelle dans le domaine de la santé, d'autres une occasion d'obtenir un financement accru pour développer des services et créer des emplois; celles qui s'élèvent pour critiquer les effets négatifs sur la mission de leur groupe sont parfois écartées. L'ensemble des groupes est donc divisé à un moment où une réflexion collective s'impose. Plusieurs, dans la foulée de Di Domenico, dénoncent de plus le réalignement de la mission des CLSC, qui autrefois assumaient les volets communautaire, social et préventif mais qui se voient «investis de charges médicales qui doivent répondre aux besoins des établissements hospitaliers» (ibid.), entraînant une perte pour les femmes. Ce réalignement met notamment en péril les programmes de soutien dont bénéficiaient les mères ou les femmes démunies.

Di Domenico (1995, p. 19) souligne que le virage «survient dans un contexte politique et économique où l'État est obligé de partager et de redistribuer différemment les responsabilités collectives.» Pour y

parvenir, l'État «doit compter sur le renforcement de l'autonomie des personnes et leur responsabilisation». Selon l'auteure, ce contexte constitue une menace pour les femmes étant donné leurs conditions de vie particulières et les rapports sociaux inégalitaires qui marquent encore leurs rapports avec les hommes. Elle précise:

Les conditions sociales et économiques des femmes ont favorisé un état de dépendance qui les ont rendues plus susceptibles d'utiliser les services de santé. Ces mêmes conditions les ont assujetties au contrôle médical, tout comme elles ont contribué à identifier les femmes au domaine du maternage et de l'affectivité tant dans la sphère privée que celle publique. (Di Domenico, 1996, p. 19)

Ainsi la modernisation rapide de la société québécoise avec l'implantation d'un État-providence n'a pas réussi à affranchir toutes les femmes des formes d'inégalités associées à la féminité. Les anciennes connotations découlant du droit naturel qui limite la capacité d'agir et de se déterminer soi-même aux individus en mesure d'être leur propre maître et d'avoir juridiction sur un «domaine» (Yeatman, 1994, p. 61) sont encore prégnantes. Selon cette vision, ce ne sont pas toutes les personnes qui peuvent être des individus. Locke parle d'ailleurs du chef de famille et de ses subordonnés, sa femme, ses enfants, ses domestiques et ses esclaves. Pas étonnant, donc, que le domaine domestique soit régi par une logique différente de celle qui s'exerce dans un domaine public qui n'est véritablement accessible qu'à ceux et celles qui sont réputés être des individus de plein droit. Pour plusieurs, c'est donc le chef de famille qui est le véritable interlocuteur de l'État. Les femmes sont alors instrumentalisées au bénéfice de ce chef et des autres membres de la famille dont l'expression de la liberté dépend du nombre de choses qu'ils possèdent et du nombre de personnes sur lesquelles ils exercent leur pouvoir.

Ceux qui prennent la famille, ou la communauté, comme horizon de référence voient souvent l'État comme une menace à la liberté des individus qui cherchent à affirmer leur droit naturel. Ils exigent donc de réduire l'intervention étatique et la bureaucratie légaliste et administrative qui se veut pourtant neutre et rationnelle — puisque l'État doit transcender les intérêts individuels. Le défi me semble être de formuler une critique de l'ingérence étatique dans la société civile tout en maintenant la nécessité de ses interventions pour garantir des services de qualité accessibles à tous dans le domaine de la santé et des services sociaux comme dans celui de l'éducation.

Il faut sans doute commencer par refuser la théorie du droit naturel menaçante pour l'autonomie des femmes et reconnaître que la sphère de l'action sociale renvoie à des interdépendances complexes liées à la division sociale du travail, cristallisées dans des droits qui permettent à chacun de se penser en tant qu'individu en mesure de se déterminer lui-même et de déterminer ses actions. Ce sont ces droits qui lient l'exercice de la citoyenneté à une intervention positive de l'État. Cette intervention soustrait d'ailleurs la sphère domestique au gouvernement privé d'une seule personne et elle permet d'affranchir les femmes et les enfants de la domination patriarcale. Les femmes peuvent alors accéder à la sphère publique et à une citoyenneté pleine et entière. Nombreuses sont celles qui ont profité de ce nouvel espace de liberté pour s'engager pleinement dans la vie publique depuis les 40 dernières années.

Cependant, même dans un tel contexte, comme le souligne Yeatman (1994), certaines sont incapables d'exercer leurs choix sur le mode du contrat, en payant par exemple pour obtenir ce dont elles ont besoin pour exercer leur autonomie (services de garde mais aussi conseils ou soutiens divers). Elles se sont vues forcées d'entrer dans un nouveau rapport de dépendance découlant de la tutelle qu'exerce l'État qui offre des services gratuits. La grande majorité des femmes ont ainsi été piégées dans un nouveau rapport de domination dans

lequel les fonctionnaires déterminent les critères d'admissibilité, les besoins et les moyens de les satisfaire. C'est à ce rapport de dépendance que fait référence Di Domenico (citée plus haut) lorsqu'elle critique la transformation actuelle du système qui postule que chaque individu est en mesure d'exercer son autonomie et d'assumer de façon responsable les choix que nécessite sa condition. Selon cette logique, certaines femmes ne seraient pas encore des individus de plein droit. Elles devraient être protégées par l'État ou encore, selon la formule récente, représentées par des porte-parole communautaires qui sauraient défendre leurs intérêts mieux que les fonctionnaires ou les professionnels.

Selon moi, c'est à ce chapitre que les groupes de femmes peuvent jouer un rôle important pour amener ces personnes à s'assumer individuellement et à refuser la tutelle de l'État qui substitue au chef de famille des professionnels, des fonctionnaires et maintenant peut-être des intervenants communautaires... La mission première de ces groupes est donc politique; plutôt que de se substituer aux fonctionnaires, aux gestionnaires et aux professionnels du système public, ils pourraient contribuer à transformer les anciennes formes de domination et de dépendance à la lumière des exigences d'une société véritablement démocratique dans laquelle chacun peut aspirer à se réaliser. Il est loin d'être certain qu'une sociabilité de type communautaire ou familial soit en mesure de relever un tel défi.

EN CONCLUSION

Toute référence scientifique ou administrative à un «milieu de vie naturel», à la notion d'aidante naturelle, ou encore à la communauté constitue une menace pour l'exercice de la citoyenneté des femmes⁷. Toute tentative de l'État de s'adresser à la famille ou à la communauté comme s'il s'agissait d'un vis-à-vis légitime dans notre société constitue un recul pour les femmes qui risquent fort de se voir ainsi

à nouveau instrumentalisées. Les seuls vis-à-vis de l'État sont les individus ou les groupes qu'ils constituent lorsqu'ils unissent leur force. Ces groupes sont de nature contractuelle, ils ne reposent sur aucun *a priori* naturel, il ne relèvent pas de la parenté ou de la filiation, ils constituent donc des formes d'organisation tout à fait aptes à aider les personnes à se réaliser en tant que membres à part entière d'une société politique.

Pour les femmes, dans le contexte actuel de la réorganisation du système de santé, se soustraire à la tutelle de l'État ne devrait pas signifier un retour au domaine privé, ou à la communauté. La satisfaction des besoins des personnes souffrantes ou ceux des personnes qui les entourent ne devrait plus être assurée dans le cadre domestique ou celui des rapports de parenté, elle devrait être assurée collectivement là où se trouve l'expertise requise. Reconnaissons cependant que cette expertise n'est pas nécessairement en milieu hospitalier, pas plus que chez les professionnels. Dans certains cas, les organismes communautaires peuvent non seulement répondre de façon beaucoup plus adéquate aux besoins des personnes, mais à travers leurs pratiques, ils peuvent surtout jouer un rôle central dans l'accession des individus à une citoyenneté pleine et entière, en les encourageant à agir, à se déterminer eux-mêmes, à choisir la vie qu'ils veulent vivre et la société dans laquelle ils veulent oeuvrer. Ceci devient par contre difficile lorsqu'ils se cantonnent dans l'offre de services définis ailleurs dans le réseau public ou lorsqu'ils ne s'interrogent pas sur l'effet de mise en tutelle d'un système à deux vitesses qui cherche une voie d'évitement pour ceux et celles qui sont incapables de contracter librement pour obtenir les services dont ils ou elles ont besoin.

Certains, comme Thériault (1996), s'inquiètent des conséquences d'une logique décentralisatrice ou communautaire qui fait disparaître l'espace public au nom des intérêts corporatifs.

Les multiples communautés d'intérêts (de région, d'âge, de sexe, de religion, de langue, d'identité, de statut professionnel, de classes) qui habitent la société civile en viennent ainsi à se percevoir comme des ennemis et à se concevoir comme les seules habilitées à parler de leurs intérêts. (Thériault, 1996, p. 147)

Selon ce dernier, une communauté qui n'a pas les moyens de réfléchir sur elle-même ne peut prétendre à la démocratie. C'est la réflexion de la société sur elle-même, à travers les prises de positions et les débats de ses membres individuels ou associatifs, dans un espace public, qui rend possible une pratique démocratique et non pas la représentation des intérêts «communautaires» dans les appareils administratifs. Il me semble important de nous attarder au fait que la recherche scientifique est au cœur du processus de réflexion de la société sur elle-même. Nos concepts, nos analyses, alimentent les débats publics directement ou indirectement; ils sont repris dans les discours publics et, de ce fait, ne sont pas sans conséquences. Privilégier la communauté à la société civile dans nos travaux n'est donc pas une option innocente.

NOTES

- 1 Cette réflexion s'inscrit dans la foulée d'un projet de recherche subventionné par le Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS) pour 1996-1998 et intitulé *Virage ambulatoire et économie sociale: le communautaire en otage*. Ce projet est réalisé en collaboration avec Ginette Côté, professionnelle de recherche au Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval.
- 2 Gow (1992:675) remarque que c'est pendant les années 80 que s'installe définitivement l'esprit du management dans la fonction publique québécoise. Même si le règne des gestionnaires était annoncé dès l'arrivée de Robert Bourassa à la tête du parti libéral du Québec dans les années 70 (1970-1976), c'est le thème du «bon gouvernement» qui mène alors le Parti québécois au pouvoir en 1976 (1976-1985).

- 3 Illustré par une série de lois portant sur: les jeunes contrevenants (loi fédérale, 1984); la violence faite aux femmes (politique provinciale d'aide aux femmes violentées, 1985); les personnes âgées (politique provinciale de maintien à domicile, 1985); les familles monoparentales (réforme provinciale de l'aide sociale, 1988) et les travailleurs (réforme fédérale de l'assurance-chômage, 1989 et de 1996).
- 4 Le rapport Barclay parle déjà en 1982 de la nécessité d'un *partnership* entre le *voluntary sector* et l'État pour la planification et la fourniture des services.
- 5 L'intersectorialité étant définie dans la Commission Rochon comme "...un concept à la fois englobant et dynamisant, qui interpelle tous les acteurs sociaux dans leurs rapports avec la santé et le bien-être de la personne et de la collectivité" (Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux 1988 483).
- 6 À la crise économique que nous venons de mentionner, d'autres (Favreau 1989 224, Favreau et Hurtubise, 1993 : 36) ajoutent une crise du militantisme social et politique qu'ils associent à la chute du bloc de l'Est et à l'effritement des grandes théories sociales en faveur d'un post-modernisme éclaté.
- 7 Dans une société comme la nôtre, il est devenu impératif de réfléchir à la responsabilité de soi et de l'autre qui en découle non pas sur le mode d'une obligation naturelle, mais bien sur le mode de la responsabilité éthique librement consentie. Il ne s'agit pas de prôner l'indifférence, au contraire il s'agit de retourner le souci d'autrui à la responsabilité de l'individu qui sait dépendre de l'autre pour sa propre réalisation. Ainsi on pourrait refuser de se voir forcé de prendre en charge un parent sur la base du seul lien de parenté, mais ceci n'exclut pas que des femmes et des hommes éprouvent de la compassion et prennent soin des personnes significatives de leur entourage. Ces soins relèvent cependant de rapports interpersonnels librement consentis et non pas d'une obligation législative ou administrative imposée aux femmes par l'État sur la base d'un rapport marital ou familial. Il ne s'agit pas de refuser de prodiguer des soins et de l'affection, il s'agit de déterminer clairement ce qui incombe à l'État et à ses professionnels et ce qui relève de la responsabilité individuelle. L'État devrait alors intervenir pour rappeler à l'ordre ceux et celles qui se soustraient à leurs responsabilités librement consenties alors que des enfants sont en cause par exemple.

RÉFÉRENCES

- ASSEMBLÉE NATIONALE (1991). *Projet de Loi 120 – Loi sur la santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, Québec, Éditeur officiel du Québec.
- AUBRY, F. et J. CHAREST (1995). *Développer l'économie solidaire: éléments d'orientation*, Québec, document de la CSN.
- BARCLAY, P. (1982). *Social Workers. Their Role and Tasks*, London, National Institute for Social Work, published by the Bedford Square Press of the National Council.
- BÉLANGER, P.-R. et B. LÉVESQUE (1992). «Le mouvement populaire et communautaire: de la revendication au partenariat (1963-1992)», in G. Daigle et G. Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, pp. 713-747.
- BRUNET, J. (1987). *Rapport du comité de réflexion et d'analyse des services dispensés par les CLSC*, Québec, Gouvernement du Québec.
- CHEVALIER, J. (1989). «Le mirage de la société civile», in *Actuel Marx. Libéralisme, Société civile et État de droit*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 46-49.
- COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX (1988), J. Rochon (dir.), *Rapport*, Québec, Les publications du Québec.
- CONSEIL DE LA FAMILLE (1991). *Le financement des organismes familiaux: une approche partenariale*, Québec, Gouvernement du Québec.
- COUILLARD, M.-A. et G. CÔTÉ (1992). «L'engagement des Québécoises: trajectoire identitaire», in J. Hamel et J.Y. Thériault (dir.), *Les identités*, Laval, Méridien.
- COUILLARD, M.-A. et G. CÔTÉ, avec la collaboration de J. CAILLOUETTE (1995). *La dynamique communautaire dans les années 90: perspectives et implications pour Centraide*, Sainte-Foy, Centre de recherche sur les services communautaires, Université Laval.

- COUILLARD, M.-A., J.-L. GENDRON et H. OUELLET (1995). Histoire et développement du mouvement Centraide de Québec, Sainte-Foy, Centre de recherche sur les services communautaires, Université Laval.
- DI DOMENICO, M. (1995). *Virage ambulatoire: notes exploratoires*, Québec, Conseil du statut de la femme.
- DUPUIS, J.-P., A. FORTIN, G. GAGNON, R. LAPLANTE et M. RIOUX, 1982, *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Montréal, IQRC.
- ENRIQUEZ, E. (1992). *L'organisation en analyse*, Paris, Presses universitaires de France.
- FAVREAU, L. (1989). *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours – continuités et ruptures*, Montréal, Le Centre de formation populaire et les Éditions du Fleuve.
- FAVREAU, L. et Y. HURTUBISE (1993). *CLSC et communautés locales: la contribution de l'organisation communautaire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- FÉDÉRATION DES CLSC (1986). *Le CLSC de demain au centre des services locaux*, mémoire présenté à la commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, document non publié.
- FORTIN, D. (1988). *Riches contre pauvres: deux poids, deux mesures*, Québec, Les Éditions autogestionnaires.
- FOURNIER, J. (1994). «La corporation de développement communautaire de Longueuil, à la jonction du communautaire et du public», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, pp. 144-159.
- GAGNÉ, J.-H., DORVIL (1994). «Le défi du partenariat: le cas des ressources communautaires dans la santé mentale», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, pp. 63-78.
- GAGNON, G. (1982). «Les pratiques émancipatoires collectives en milieu populaire québécois», in J.-P. Dupuis, A. Fortin, G. Gagnon, R. Laplante et M. Rioux (dir.), *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, pp. 123-145.
- GODBOUT, J., M. LEDUC et J.-P. COLLIN (1987). *La face cachée du système*, rapport présenté à la commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Québec, Les publications du Québec.

- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1989b). *Politique de santé mentale*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1987), Harnois (dir.). *Pour un partenariat élargi: projet de Politique de santé mentale pour le Québec*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1992). *La politique de la santé et du bien-être*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- GOW, J.I. (1992). «La vie mouvementée de l'administration publique québécoise», in G. Daigle et G. Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, pp. 669-690.
- GUBERMAN, N., D. FOURNIER, J. BELLEAU, J. BEEMAN et L. GERVAIS (1994). «Des questions sur la culture organisationnelle des organismes communautaires», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, pp. 45-62.
- HABERMAS, J. (1993) (1962), *L'espace public*, Paris, Payot.
- HAMEL, P. (1993). *Demandes sociales, réponses locales. Le défi du partenariat pour le milieu communautaire*, Montréal, Institut d'urbanisme, Université de Montréal, rapport de recherche présenté au Conseil québécois de la recherche sociale.
- HARVEY, J. (1988). *Rapport sur l'analyse des activités de réception et de traitement des signalements, et d'évaluation et d'orientation en protection de la jeunesse* (2 volumes), Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- HURTUBISE, Y. et P. PARÉ (1989). *Pratiques d'action communautaire en CLSC*, Sainte-Foy, Centre de recherche sur les services communautaires, Université Laval.
- LAMOUREUX, J. (1994). *Le partenariat à l'épreuve*, Montréal, Les Éditions Saint-Martin.
- LEVY, A. (1997). *Sciences cliniques et organisations sociales*, Paris, Presses universitaires de France.
- MAYER, R. (1994). «L'évolution des services sociaux», in F. Dumont, S. Langlois et Y. Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, pp. 1013-1033.

- PANET-RAYMOND, J. (1994). «Le partenariat entre l'État et les organismes communautaires: un défi pour la formation en travail social», *Service social*, vol. 40, n° 2, pp. 54-76.
- PANET-RAYMOND, J. et D. BOURQUE (1991). *Partenariat ou Pater-nariat? La collaboration entre établissements publics et organismes communautaires oeuvrant auprès des personnes âgées à domicile*, Montréal, groupe de recherche en développement communautaire, Université de Montréal.
- POUPART, R., J.-J. SIMARD, et J.-P. OUELLET (1986). *La création d'une culture organisationnelle: le cas des CLSC*, Montréal, Centre de recherche en gestion, Université de Montréal et FCLSC.
- ROBICHAUD, S. (1994). *L'État et les solidarités bénévoles: les enjeux politiques de la gratuité*, Sainte-Foy, thèse de doctorat, département de sciences politiques, Université Laval.
- THÉRIAULT, J.-Y. (1996). «De la critique de l'État providence à la reviviscence de la société civile: le point de vue démocratique», in S. Paquerot (dir.), *L'État aux orties*, Montréal, Écosociété, pp. 140-150.
- TÖNNIES, F. (1944) (1887). *Communauté et société, catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, Presses universitaires de France.
- WARNER W.L. et P. LUNT (1941). *The Social Life of a Modern Community*, vol. 1 de Yankee City series, New Haven, Yale University Press.
- WHITE, D. (1993). «Les processus de réforme et la structuration locale des systèmes. Le cas des réformes dans le domaine de la santé mentale au Québec», *Sociologie et sociétés*, vol. 25, n° 1, pp. 77-97.
- YEATMAN, A. (1994) *Postmodern Revisionings of the Political*, Londres, Routledge.

L'EXPÉRIENCE DES AIDANTES NATURELLES COMME PRATIQUE DE GENRE ET SES ENJEUX DANS LE DEVENIR DE NOS COMMUNAUTÉS*

Nicole BOUCHARD

Claude GILBERT

Marielle TREMBLAY

Université du Québec à Chicoutimi

Notre société traverse actuellement une période de réaménagement en profondeur de ses structures qui a des implications dans son mode de gestion du social. L'État entend moderniser le secteur de l'éducation en déconfessionnalisant le système et en fusionnant des commissions scolaires. Il a aussi procédé à une réorganisation importante des lieux décisionnels en matière de développement régional. Le secteur de la santé pourrait cependant apparaître comme celui où les changements inquiètent le plus, car les effets sur les membres de la communauté régionale y semblent les plus immédiats. En effet, les coupures budgétaires, le virage ambulatoire et le développement des services à domicile ont pour conséquence une diminution des durées d'hospitalisation, une prolongation des convalescences à domicile et un alourdissement des cas de perte d'autonomie dont les milieux naturels doivent maintenant assumer la charge.

Dans ce dernier cas, celui de l'accentuation du soin en milieu naturel, nous savons que le mouvement a cours à l'échelle occidentale (Baldock, 1993).

* Puisque la majorité des personnes rencontrées sont des femmes, le féminin est utilisé dans ce texte à titre épique.

Les différents modèles mis en place commandent des aménagements sociaux majeurs. En ce qui a trait au contexte québécois, nous pouvons observer que le transfert de certaines responsabilités socio-sanitaires de l'État aux milieux naturels interpelle tout particulièrement les femmes. En effet, l'État québécois entend accentuer le rôle des proches dans la gestion et l'exécution des tâches du soutien. Nous analyserons la situation à partir du cas des aidantes naturelles. L'expérience de ces femmes dans les activités de prise en charge en milieu naturel, principalement les familles, nous semble un lieu pertinent pour identifier les enjeux associés à la responsabilité du soin comme activité spécifique aux femmes. En effet, la prise en charge d'une personne en perte d'autonomie est influencée par les rapports sociaux de sexe, à l'intérieur desquels les femmes ont les principales responsabilités associées au bien-être des membres de la famille.

Notre enquête se base principalement sur des récits de vie de femmes aidantes naturelles auprès d'un enfant ou un conjoint¹.

IDENTITÉ ET PRATIQUES DE GENRE DANS L'EXPÉRIENCE DES AIDANTES NATURELLES

La forte présence des femmes dans le secteur du soin aux personnes n'a plus besoin d'être rappelée. Elles constituent une part plus que majoritaire de la main-d'oeuvre du réseau de la Santé et des Services sociaux (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1988). On sait qu'il en est de même dans le personnel salarié des groupes communautaires. Le secteur des soins à domicile, en pleine expansion, semble vouloir se constituer sur la base d'une main-d'oeuvre féminine peu payée, selon des exigences minimales de qualification et ayant de plus en plus le visage des populations immigrantes (Neysmith, 1996). Plus généralement, ce sont les femmes que l'on retrouve sur le front de l'aide dans les milieux naturels. Dans les familles où il y a des personnes âgées en perte

d'autonomie, une seule personne est généralement le soutien principal et celle-ci est une femme dans une proportion de 70 à 80% des cas (Garant et Bolduc, 1990). Les femmes sont donc les plus impliquées dans le domaine du soutien familial (Martin, 1994; Paquette, 1988; Sherif *et al.*, 1986). Cette situation ne manque pas de soulever des questions quant aux raisons structurelles d'une telle concentration. La critique féministe nous invite à voir dans cet état de fait une manifestation de l'identité de genre des femmes dans notre société.

En effet, en plus d'être déterminés par leur sexe, les individus le sont aussi par leur genre. Ce concept est construit à partir de l'observation de normes masculines et féminines auxquelles une personne peut s'identifier (Richardson, 1994, p. 244). Le sexe s'inscrit donc dans une réalité beaucoup plus large et complexe que la seule donnée biologique. Cette réalité est sociale et culturelle:

Le concept de genre fait référence aux aspects culturels et sociaux, au caractère acquis, et non inné, des rôles et des tâches que les femmes et les hommes remplissent dans leurs activités politiques, sociales et économiques. Le concept se démarque essentiellement de tout déterminisme biologique. Pour chaque secteur de la vie en société, le genre détermine la répartition des tâches, des rôles et des droits exercés par chaque individu. (Jacquet, 1995, p. 23)

Les individus interagissent donc entre eux non seulement sur la base de leur identité sexuelle, mais sur celle d'une identité sociale et culturelle, masculine ou féminine, construite et intériorisée, selon laquelle ils adoptent des attitudes et comportements normalisés. La construction sociale et culturelle de la différence des sexes prend le nom d'identité de genre (Perrot, 1995, p. 39). L'expression renvoie donc à l'idée que les rapports entre hommes et femmes engendrent et reflètent des conceptions, des visions du monde, des rapports de pouvoir. En conséquence, l'existence des deux sexes ne s'exerce

pas à prime abord dans une forme de complémentarité, comme la donnée biologique pourrait le suggérer, mais dans le cadre d'une domination d'un groupe sur l'autre, soit le masculin sur le féminin.

Le travail domestique constitue une caractéristique fondamentale de l'identité féminine de genre. La plupart des sociétés, et celles de l'Occident tout particulièrement, ont fait des activités associées au soin des membres du milieu naturel des tâches spécifiquement féminines. Ce travail relève le plus souvent de la sphère privée et s'accompagne rarement d'une valorisation publique comme le travail salarié. (Okin, 1995, p. 65). D'ailleurs, les métiers associés au soin de la personne constituent en quelque sorte un prolongement public du travail domestique et plusieurs d'entre eux sont caractérisés par une faible qualification et une rémunération minime.

Dans le contexte de redéfinition de la gestion du social qui a cours au Québec, la spécification féminine du travail domestique prend une connotation particulière. En effet, les revendications des femmes au cours des années n'ont pas produit une égalité complète entre hommes et femmes et les luttes actuelles menées par ces dernières sont là pour le prouver. La politique familiale québécoise a bien sûr fourni aux femmes des outils de gestion de leur vie privée que leurs ancêtres n'avaient pas. Mais dans l'ensemble, la conception selon laquelle les femmes ont une responsabilité spécifique au soin dans le cadre du milieu naturel n'a jamais été remise en question (Baillargeon, 1996; Cohen, 1992). Le transfert des soins du secteur formel (le réseau de la Santé et des Services sociaux) au secteur informel (les milieux naturels) a donc des conséquences importantes pour les femmes. Il s'agit d'une occasion de plus pour notre société de leur indiquer que le poids des tâches de la prise en charge dans les familles leur revient «naturellement».

Les activités de soin dans les milieux naturels exécutées par les femmes reposent sur une légitimation à deux volets. Le premier,

ponctuel et conjoncturel, s'observe dans la tendance à réassigner certaines responsabilités de soin aux familles depuis quelques années déjà (Fournier et Guberman, 1987). Il présente la famille comme le seul lieu véritablement apte à offrir les soins pertinents aux membres atteints d'une maladie physique ou mentale. Dans cette optique, le milieu naturel serait le seul capable d'amour inconditionnel, de sacrifice et de devoir nécessaires à la prestation de soins dans une perspective globalisante (Guberman, 1987). Ce rôle des familles dans la prise en charge ne cesse de se vérifier. Il suffit pour s'en rendre compte de consulter les études de terrain sur le sujet des soins à domicile: on peut y lire par exemple que les aidantes naturelles dispensent entre 70 et 80% des soins infirmiers et d'assistance ainsi que des services à domicile à une personne en perte d'autonomie (Hébert *et al.*, 1997).

Le second volet de la légitimation est structurel. Les femmes ont acquis ce rôle de prise en charge dans leur processus de socialisation (Therrien, 1987). Les activités de prise en charge peuvent contribuer au renforcement des rôles traditionnels dévolus aux femmes dans notre société. En effet, l'engagement des femmes à la prise en charge d'une personne en perte d'autonomie assure une certaine intégration aux rôles sociaux de la sphère privée et domestique, qui définit non seulement une compétence spécifique des femmes dans la gestion des rapports interpersonnels, mais aussi des habiletés particulières au soutien (enfants, conjoint, membres de la famille en état temporaire ou permanent de dépendance). Lorsque les femmes en situation de prise en charge d'une personne en perte d'autonomie assument dans leur pratique concrète une partie de ce modèle, elles s'inscrivent dans un processus de renforcement identitaire de la fonction de maternage, fonction qui est conforme au rôle social attendu. Elles n'ont alors aucun doute quant à leur place et fonction auprès de la personne en perte d'autonomie et acceptent de porter la plus grande part du poids de la présence. Ainsi, la congruence entre

pratique et modèle psycho-socioculturel produit une conformité des femmes à leur rôle social.

Les activités de prise en charge ne sont pas des gestes isolés. Elles s'intègrent à un ensemble plus vaste, constitué des interventions multiples des femmes selon leur position sociale: conjointe, mère et soeur. L'expérience des femmes prend la forme de pratiques spécifiques à la place et au rôle qu'elles jouent dans leurs communautés humaines. Nous pouvons dire de ces pratiques qu'elles sont des pratiques de genre, en ce sens qu'elles sont porteuses d'une identité de genre et la renforcent parce qu'elles procèdent à son intériorisation. Ces tâches sont porteuses d'un poids historique, social et culturel qui fait en sorte que les femmes sont directement et spécifiquement concernées par leur exécution (Couillard, 1996, p. 220). Les aidantes naturelles s'inscrivent dans une dynamique où elles assument un rôle que notre société définit pour elles. En effet, elles exécutent des tâches importantes, parfois même lourdes, de façon privée et gratuite. Leur investissement ne fait l'objet d'aucune reconnaissance publique. Elles doivent assumer seules les coûts humains associés à cette activité: gestion du milieu domestique, abandon temporaire ou permanent d'un emploi salarié, pressions sur la santé physique et mentale, solitude et épuisement. Cette gratuité toute privée est d'autant plus paradoxale que l'on sait que le travail informel des aidantes naturelles contribue de façon importante au contrôle des coûts des soins dans le secteur formel. La valorisation économique de leur travail auprès de personnes en perte d'autonomie augmente de façon substantielle les coûts des soins dispensés par le réseau de la Santé et des Services sociaux (Hébert *et al.*, 1997). On ne s'étonnera donc pas que l'aide en milieu naturel joue un rôle conjoncturel de mesure d'économie pour l'État:

[La désinstitutionnalisation et le virage ambulatoire] ... ont été justifiés par un discours soulignant les avantages du cadre familial pour assurer le bien-être, sinon la guérison, de ces personnes et proclamant la nécessité

pour les «aidants naturels» de se responsabiliser face aux membres plus fragiles de la famille. En d'autres termes, l'État estime que le soin des personnes dépendantes accapare une trop grande partie de son budget et il entend en reporter la charge sur les familles, c'est-à-dire les femmes, car ce sont les femmes qui sont le plus susceptibles de quitter un emploi pour s'occuper d'un membre de la famille ou de diminuer leur temps de travail salarié pour pouvoir le faire. (Baillargeon, 1996, p. 29)

Les tâches du soin en milieu naturel assumé par les aidantes sont donc un lieu où s'établit une relation unilatérale en termes de contribution au développement d'une communauté. Les femmes font baisser les coûts des services de santé, elles contribuent de façon sensible à la qualité de vie de nombreux individus à un moment où ils sont dans la nécessité. La relation est unilatérale car les tâches ne s'accompagnent d'aucune valorisation publique, que ce soit par des mesures fiscales, des allocations ou même des services d'aide et de soutien. Cette prise en charge, qui est une responsabilité sociale collective, tend à devenir un aspect de ce travail domestique privé que notre société considère encore être une activité spécifique aux femmes. Pourtant, un examen de la situation nous montre que les tâches et responsabilités des aidantes naturelles sont lourdes de conséquence pour leur santé et de leur contribution au devenir de nos communautés.

AIDANTES NATURELLES ET PRATIQUES DE GENRE

L'expérience des aidantes naturelles peut nous en apprendre beaucoup sur les enjeux du transfert de compétence du formel à l'informel, comme cela a cours actuellement dans le système de santé québécois. En effet, ces femmes n'ont pas attendu le virage ambulatoire pour «prendre soin» d'une façon privée et gratuite. Tout le monde connaît une famille où un membre (parent âgé, enfant, conjointe) fait l'objet d'un soutien particulier, suite à un accident, un

handicap ou une maladie dégénérative. Nous nous sommes toutes rendues compte que ces personnes en perte d'autonomie bénéficiaient de l'aide toute particulière d'une seule personne, une femme dans la très grande majorité des cas. Dans ce contexte, un mouvement de société tendant à retourner aux familles des responsabilités accrues en terme de soin, de soutien et de services à domicile aura nécessairement un impact sur les femmes et leur santé. La recherche que nous avons entreprise sur cette problématique n'avait donc pas comme prémisses une remise en question de la nature de la prise en charge, mais plutôt du rapport social dans lequel elle est inscrite.

Notre équipe en est à une phase préliminaire d'une recherche qu'elle mènera pendant les deux prochaines années. À partir d'un échantillon de femmes en situation de prise en charge d'une personne en perte d'autonomie, l'équipe recueille des récits de vie de femmes selon qu'elles sont des aidantes en tant que mère, conjointe, fille et soeur. La recherche tient aussi compte du degré d'autonomie des aidées. Cette méthode, complétée par des «focus group» composé d'aidantes naturelles, de membres du réseau de la santé et des services sociaux et du milieu communautaire, permet d'établir les besoins spécifiques des femmes en situation de prise en charge, dans un contexte comme celui du Saguenay—Lac-Saint-Jean où nous savons déjà que les ressources aux aidantes naturelles sont limitées. La situation nous semble aussi prendre un relief particulier dans le contexte socio-démographique actuel de la société québécoise. La famille se retrouve au premier plan des institutions devant intervenir dans le domaine de la prise en charge. Or, sa situation a considérablement évolué depuis plusieurs années. La longévité des individus a augmenté, de même que leur survie aux maladies chroniques. Le nombre d'enfants par famille a diminué et cette famille peut être nucléaire, monoparentale ou reconstituée, ce qui dans le dernier cas complique sensiblement les rapports familiaux. De plus, les familles sont massivement soumises aux contraintes que l'urbanisation impose à l'espace domestique. En conséquence, elles ne

peuvent engager que de maigres ressources dans le soutien d'un proche dépendant. La crise économique, qui semble s'éterniser pour les démunis, ainsi que l'apparition de modèles de travail salarié sur la base de la précarité accentuent la fragilité des milieux naturels, ces familles à qui l'État demande d'assumer les tâches qu'il prétend ne plus pouvoir accomplir. Les tâches de la prise en charge se déroulent donc dans un contexte où les femmes risquent de se retrouver dans une situation d'isolement.

Les aidantes naturelles se retrouvent au coeur d'un ensemble d'activités enchevêtrées de façon telle que le détachement et la mise en perspective sont virtuellement impossibles. Elles doivent s'exercer à reconnaître des symptômes, assumer certains soins comme les lavements, la pose d'une sonde, l'alimentation à l'aide de tubes et la supervision de la prise de médicaments. À ces soins particuliers, voire même spécialisés, s'ajoute l'entretien quotidien tel que l'habillement, la préparation des repas et l'hygiène de personnes incapables de le faire par elles-mêmes. Mais les tâches ne se limitent pas à ce seul volet des soins de base. La personne en perte d'autonomie a besoin de soutien moral et psychologique, de compagnie, de sécurité affective, d'écoute. À cela s'ajoute la coordination des divers intervenants et intervenantes et la médiation auprès des institutions de service public (mobilisation des ressources de santé et services sociaux, des ressources judiciaires, financières et légales, intégration sociale) (Guberman *et al.*, 1993, p. 31ss).

Ces activités ne se présentent pas comme une tâche dont les femmes n'ont plus à se préoccuper lorsqu'elles sont accomplies, mais bien comme un élargissement considérable du quotidien (Tahon, 1995, pp. 92-95). En effet, la prise en charge se superpose aux activités domestiques et professionnelles, à la façon d'une charge mentale constamment présente et préoccupante. De plus, elle se déroule dans un contexte de relation de service, car les femmes n'assument pas leurs activités de façon temporaire ou spécialisée, mais en étant au

service de leur famille. Elles manifestent donc une disponibilité permanente à l'égard des besoins de leurs proches, car elles ne structurent pas leur investissement selon un horaire, comme le fait le travail salarié. Conséquemment, on peut s'attendre à ce que le soutien d'un membre dépendant de la famille immédiate ait des conséquences importantes sur la vie des femmes.

Les femmes rencontrées nous ont affirmé que le soutien d'un proche dépendant modifiait sensiblement les paramètres de la vie personnelle, conjugale, familiale et sociale. Bien sûr, le conjoint et les enfants sont mis à contribution en ce qui concerne l'accomplissement des tâches. Mais ils doivent désormais accepter que le temps dont la conjointe et la mère ou même la grand-mère dispose soit de plus en plus restreint. Le temps pour les vacances et le repos diminue, de même que les loisirs ou encore la fréquentation d'amis. Une bonne part de l'énergie investie dans le milieu domestique se retrouve donc orientée vers la personne dépendante. Cela a pour effet d'isoler les femmes non seulement au plan social (Fendler et Goodrich, 1983), mais aussi de remettre en question l'équilibre familial.

Les répercussions les plus visibles de la prise en charge pour les femmes se situent sans doute au plan des activités professionnelles. En effet, elles doivent désormais ajouter une contrainte de plus à la difficile conciliation entre temps de travail ou d'investissement dans la sphère publique et activités domestiques. Nos informatrices ont dû réorganiser leur horaire en fonction de la nouvelle réalité occasionnée par la prise en charge, ou encore changer d'emploi, ou bien se retirer du marché du travail pour une période indéterminée. On peut craindre que le retrait des femmes du travail marchand au profit d'une sphère d'activité non marchande (la production de services et d'échanges gratuits) ne maintienne ou n'accentue l'actuelle division sexuée du travail, selon laquelle les femmes assument la tâche de l'humanisation des rapports non marchands alors que les

hommes se spécialisent dans les domaines générant du pouvoir (Gorz, 1994).

La prise en charge a aussi un effet négatif sur la santé des femmes². Nos informatrices ont toutes avoué la fatigue et l'inquiétude, le stress ou parfois les atteintes plus directes à leur bien-être physique et psychologique provoqués par les tâches à accomplir. À cela s'ajoute la tension de devoir préserver l'équilibre fragile de leur vie conjugale et familiale en contexte de soutien d'une personne dépendante (Joncas 1990, p. 11).

Les justifications de l'investissement inégalitaire des sexes dans la prise en charge font principalement appel à des arguments d'ordre socio-culturel. Plusieurs études démontrent les impacts sur la vie des femmes de cette division traditionnelle des rôles sexuels (Abel, 1986; Brault, 1994; Guberman *et al.*, 1992; Lewis et Meredith, 1988; Therrien, 1987). L'alourdissement des tâches quotidiennes occasionné par la prise en charge les a entraînées à développer des stratégies de survie, ayant comme fonction l'aménagement d'un espace de répit ou de sens. Ces stratégies relèvent de deux ordres: le symbole et le choix de solidarités ponctuelles.

Les informatrices ont démontré une réticence certaine à faire appel à des services professionnels ou communautaires. En effet, elles semblent craindre l'intrusion de l'expert dans leur dynamique privée et domestique. En parlant de la visite de professionnelles de la santé au domicile, une informatrice affirme que cela la gêne, qu'en fait même cela viole son intimité. Dans l'ensemble, les informatrices hésitent à faire appel à des ressources communautaires pour soulager le fardeau de leur tâche. De façon générale, le conjoint, les enfants et les parents forment le premier réseau à être sollicité. Par contre, le rapport avec les hommes de l'entourage immédiat s'avère difficile, ces derniers semblant moins s'investir que les femmes. Le réseau de solidarité semble se développer plutôt avec d'autres femmes, de

l'entourage familial le plus souvent. Mais il s'agit d'une solidarité bien définie, limitée, parfois de courte durée. La majorité des informatrices ne font pas appel aux groupes d'aide institutionnalisés ou à un réseau de soutien pour échanger entre paires leur expérience. Ces constats nous montrent que malgré une expérience commune, collective même, les pratiques de ces femmes demeurent individuelles (Lavinias, 1994, p. 91). Cette individualité, qui confine en fait à l'isolement, peut être renforcée par un système symbolique. Grâce à certains symboles, des femmes trouvent une réponse à la question du sens, elles intègrent ce qui leur arrive dans une perspective globale. Ces éléments symboliques sont empruntés à la culture religieuse diffuse dans la société québécoise ou encore aux philosophies s'inscrivant dans la foulée du Nouvel Âge. Ils prennent la forme de conviction religieuse, de gestes à caractère rituel, du leitmotiv «un jour à la fois» ou encore de pensée positive. Le plus souvent, ces symboles ont une teneur nettement individualiste.

Les informatrices nous ont révélé des comportements de conformité et de créativité. D'une part, elles ne remettent pas en question la division sexuelle des rôles selon laquelle elles sont celles devant prendre soin des autres. D'autre part, elles aménagent des espaces qui leur sont propres, dans lesquels elles peuvent contrôler en partie la surcharge occasionnée par le soutien à une personne dépendante. Par la solidarité et le recours symbolique, les informatrices ont trouvé aide et soutien, de façon bien ponctuelle cependant, et dans un contexte où l'on soupçonne que cela leur permet de reporter à plus tard la crise provoquée par la surcharge, la solitude et l'isolement.

CONCLUSION

À ce stade de notre recherche, nous concluons cette analyse avec deux réflexions. En premier lieu, il ne fait pas de doute que la

dispensation de services par les femmes, dans le cas qui nous concerne la prise en charge d'une personne en perte d'autonomie, a une valeur sociale et économique. Cette valeur, nos dirigeants l'ont bien comprise, eux qui sont à la recherche de mesures d'économie, particulièrement dans le domaine de la santé et des services sociaux. Les aidantes naturelles contribuant aux mesures d'économie de l'État, on peut comprendre qu'une société ait intérêt, du moins à court terme, à favoriser une pratique de genre comme l'est l'expérience des aidantes naturelles, lorsque celles-ci prennent soin dans une perspective privée, gratuite et sans reconnaissance publique. Cependant, ces activités engendrent des coûts importants pour les femmes et leur communauté de façon générale: c'est celui de l'épuisement et des conséquences qu'il entraîne, mais aussi celui du retrait de la vie publique.

En second lieu, nous devons admettre que l'exercice de la prise de conscience de genre s'avère difficile pour des femmes isolées et surchargées, comme dans le cas des femmes en situation de prise en charge. Cependant, une caractéristique du mouvement des femmes est de permettre l'accès à une certaine conscientisation, d'animer des personnes isolées afin de les mobiliser et d'améliorer leurs conditions de vie. Il ne suffit pas d'attendre que la conscience émerge (un travail qui n'a rien de spontané); des femmes ont à travailler pour faire surgir leur conscience de genre, pour identifier leurs pratiques de genre et leurs enjeux. Toutefois, le mode de gestion du social que notre société se donne n'est pas sans susciter des craintes de la part des femmes. La décentralisation et la responsabilisation régionale en matière de développement pose la question du rapport de force que les femmes pourront établir dans les instances avec lesquelles elles devront négocier. En effet, les groupes de femmes ont développé des stratégies de négociation et de représentation en fonction de l'État québécois (Conseil du statut de la femme, 1995a). Or, la politique de décentralisation accorde des pouvoirs accrus à des instances comme les Municipalités régionales de comtés (MRC), les

Conseils régionaux de développement (CDR) et les Conseils locaux de développement (CLD). Les intervenants sur ces différentes instances proviennent des communautés régionales et locales et n'ont pas la même sensibilité aux dossiers des groupes de femmes que l'État québécois qui avait assumé le leadership en ce domaine depuis plusieurs années.

Les femmes étant toujours largement minoritaires dans les différentes instances décisionnelles, on peut légitimement se demander quel traitement sera réservé à leurs dossiers. Dans le cas des aidantes naturelles, la situation n'apparaît pas favorable. Jusqu'à maintenant, l'État a fait bien peu pour donner une reconnaissance publique à leur travail, que ce soit sous la forme de prescriptions fiscales ou d'allocations. Suite au virage ambulatoire et aux coupures budgétaires, les Régies régionales de la santé et des services sociaux ont le mandat de promouvoir les soins à domicile, un secteur très largement féminin et associé de près au travail domestique. Lorsque l'on sait qu'il y a encore énormément à faire pour une intégration des problématiques vécues par les femmes aux politiques des Régies régionales (Conseil du statut de la femme, 1995b), et que les organismes communautaires ne disposent pas encore des ressources pour leur offrir du soutien, il y a tout lieu de croire que les aidantes naturelles, malgré que leur travail participe au mieux-être de notre communauté, contribueront pour un temps encore indéterminé aux pratiques de genre de notre société.

NOTES

- ¹ La recherche a bénéficié d'un financement de la Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi (FUQAC) et du Centre d'excellence pour la santé des femmes (CESAF). Les données proviennent d'une recherche portant sur la santé des femmes en situation de prise en charge d'une personne en perte d'autonomie.

- 2 Dans le contexte de cette recherche, nous avons retenu la définition du concept «santé» mise de l'avant par le Women's Health Interschool Curriculum Committee of Ontario: «La santé de la femme comprend le mieux-être affectif, social, culturel, spirituel et physique, et elle est déterminée par le contexte social, politique et économique des femmes, de même que par le facteur biologique. Cette définition générale reconnaît la validité du vécu des femmes et les croyances de celles-ci en ce qui concerne les expériences liées à la santé» (Phillips, 1995: 507. Notre traduction).

RÉFÉRENCES

- ABEL, E. (1986) «Adult Daughters and Care for the Elderly», *Feminist Studies*, vol. 12, pp. 479-493.
- BAILLARGEON, D. (1996). «Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique», *Lieu social et Politiques – RIAC*, n° 36, (automne), pp. 21-32.
- BALDOCK, J. (1993). «Some Observations on International Comparisons of Home Care Innovations», in A. Evers et G.H. Van der Zanden (éd.), *Better Care for Dependent People. Meeting the New Agenda in Services for the Elderly*, Bunnick, Pays-Bas, Netherlands Institute of Gerontology, pp. 25-37.
- BRAULT, M.-M. (1994). *Les relations filiales dans un contexte de soutien aux parents âgés. Récits de 40 femmes de 55 ans et plus*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, rapport de recherche au Conseil québécois de recherche sociale (mimeo).
- COHEN, Y. (1992). «Du féminin au féminisme. L'exemple québécois», dans F. Thébaud (dir.) *Histoire des femmes en Occident*, vol. 5: *Le XX^e siècle*, Paris, Plon, pp. 521-537.
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1995a). *Document de réflexion sur l'intégration des femmes et des dossiers de condition féminine dans les structures décentralisées*, Québec, Gouvernement du Québec.
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1995b). *État de la situation sur le mandat de condition de vie des femmes au sein des régions régionales de la santé et des services sociaux*, Québec, Gouvernement du Québec.

- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1995c). *Intégration des femmes et des dossiers de condition féminine dans le processus de mise en place de la politique de développement régional*, Québec, Gouvernement du Québec.
- CÔTÉ, D., M. DES RIVIÈRES, N. Thivierge et M. Tremblay (dir.) (1995). *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage.
- COUILLARD, M.-A. (1996). «Genre, culture et développement. À propos de l'ambiguïté d'une alternative: l'exemple des femmes malaises rurales», in *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement international*, sous la dir. de Marie France Labrecque, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international, pp. 220-240.
- FENDLER, A.P et N. GOODRICH (1983) «Wives of Elderly Disabled Men: The Hidden Patients», *The Gerontologist*, vol. 19, pp. 175-183.
- FOURNIER, D. et N. GUBERMAN (1990). «Quelques défis pour le mouvement des femmes au Québec», *Revue internationale d'action communautaire*, 20/60, pp. 185-186.
- GARANT, L. et N. BOLDUC (1990) *L'aide par les proches. Mythes et réalités*, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction de l'Évaluation (coll. «Études et analyses», n°8).
- GORZ, A. (1994). «Crise de la société du travail», in *Le travail des femmes*, Paris, Éditions Complexe, pp. 131-140 («Les Cahiers du Grif»).
- GUAY, H. (1994). «Sexe biologique, sexe social et identité sociale de sexe. Contribution à l'étude des modes de socialisation chez les femmes inuit et québécoises ayant des emplois salariés "non-traditionnels"», in *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement international*, sous la dir. de Marie France Labrecque, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international, pp. 194-219.
- GUBERMAN, N. (1987). «Discours de la responsabilisation de "la famille" et retrait de l'État-Providence», in *Couples et parents des années quatre-vingt*, sous la dir. de Renée-B. Dandurand, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GUBERMAN, N. et al. (1993). *Travail et soins aux proches dépendants*, Montréal, Éditions du remue-ménage.

- HÉBERT, R. et al. (1997). *Services requis par les personnes âgées en perte d'autonomie. Évaluation clinique et estimation des coûts selon le milieu de vie*, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction de la recherche (coll. «Études et analyses», n°33).
- JACQUET, I. (1995). *Développement au masculin/féminin. Le genre, outil d'un nouveau concept*, Paris, L'Harmattan.
- JONCAS, H. (1990). *Le vécu d'une femme d'âge moyen qui agit comme personne soutien auprès de sa mère âgée en perte d'autonomie*, essai, Sainte-Foy, Université Laval, Faculté des sciences de l'éducation.
- LAVINAS, L. (1996). «Identité de genre. Une catégorie de la pratique», in *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement international*, sous la dir. de Marie France Labrecque, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international, pp. 86-99.
- LEWIS, J. et B. MEREDITH (1988). *Daughters Who Care: Daughters Caring for Mothers at Home*, London et New York, Routledge.
- MARTIN, P. (1994). *Le vécu des femmes qui prennent soin de leurs parents âgés*, Québec, Université Laval, Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (coll. «Les cahiers de recherche du GREMF, n° 61).
- OKIN, S. M. (1995). «Sur la question des différences», EPHESIA, *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 1995, pp. 57-69. (coll. «Recherche»).
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (1988). *Rapport sur la commission d'enquête sur les services de santé et des services sociaux*, Québec, Les publications du Québec.
- NEYSMITH, S.M. (1996). «Les soins à domicile et le travail des femmes: la force de l'habitude», *Lien social et Politiques – RIAC*, n°36 (automne), pp. 141-150.
- PAQUETTE, M. (1988). *Le vécu des personnes soutien qui s'occupent d'une personne âgée en perte d'autonomie*, Joliette, Département de santé communautaire de Lanaudière.

- PERROT, M. (1995). «Identité, égalité, différence. Le regard de l'histoire», EPHESIA, *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 1995, pp. 39-56 (coll. «Recherche»).
- PHILLIPS, S. (1995). «The Social Context of Women's Health: Goals and Objectives for Medical Education», *Journal de l'Association médicale canadienne*, vol. 152, n° 4.
- RICHARDSON, M.R. (1996). «Des concepts pour l'étude des rapports sociaux de sexe dans le développement», in *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement international*, sous la dir. de Marie France Labrecque, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international, pp. 242-257.
- SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS (1997). *Politique de soutien au développement local et régional*, Québec, Les publications du Québec.
- SHERIF, T. et al. (1986). *Vivre et vieillir à St-Émile*, Québec, Centre des services sociaux du Québec.
- TAHON, M.-B. (1995) *La famille désinstituée. Introduction à la sociologie de la famille*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- THERRIEN, R. (1987). *La contribution informelle des femmes aux services de santé et aux services sociaux*, Québec, Les Publications du Québec. Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Synthèse critique, n°8.

LA COLLABORATION INTER-ORGANISMES: UN INCONTOURNABLE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES ANCRÉS DANS LA COMMUNAUTÉ

Daniel TURCOTTE
École de service social
Université Laval, Québec

La transformation du réseau de distribution des services sociaux qui a cours actuellement au Québec fait en sorte qu'une place de plus en plus importante est accordée aux organismes issus de la communauté comme dispensateurs de services à l'enfance. Plusieurs activités qui étaient depuis longtemps assumées par des établissements publics sont maintenant confiées à des organismes communautaires dans le cadre de programmes de financement qui favorisent l'émergence de projets répondant à des besoins criants de la communauté. Cette transformation, qui s'est opérée dans la visée des objectifs budgétaires de l'État, est porteuse d'un changement dans la façon de venir en aide aux enfants et aux familles. Plusieurs des nouveaux services qui se développent souscrivent davantage à des préoccupations de soutien au développement de l'enfant et de préservation de la famille qu'à des orientations curatives. Généralement, ces services supportent les soins donnés par les parents et contribuent à favoriser le développement du potentiel physique, émotionnel, intellectuel, social et culturel de l'enfant. Ils ne visent pas nécessairement les familles en crise, mais celles ayant besoin d'un soutien particulier en raison de leur situation de vulnérabilité.

Le développement de ces services soulève l'importance de s'intéresser aux conditions nécessaires pour que les projets qui émergent sous l'impulsion des organismes de la communauté connaissent du

succès, c'est-à-dire qu'ils rejoignent les populations qu'ils visent, atteignent leurs objectifs, s'enracinent dans leur communauté et assurent leur continuité. Les données d'une recherche¹ récente sur les projets mis en place dans le cadre du Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE) indiquent que la collaboration entre les intervenants constitue un incontournable pour en arriver à ce résultat. Ce texte fait état de quelques résultats de cette recherche qui avait pour objectif de cerner les conditions qui favorisent la réussite et la continuité des projets mis sur pied dans le cadre du PACE. Dans une premier temps, une courte description du PACE est présentée afin de situer le contexte de réalisation de ces projets. La deuxième partie relate quelques résultats qui font ressortir l'importance de la collaboration entre intervenants de différents établissements dans la conception, la mise en place et la réalisation des projets. Le texte se termine par une réflexion sur les relations entre les chercheurs et les intervenants pour l'évaluation de ces projets.

LE PROGRAMME D'ACTION COMMUNAUTAIRE POUR LES ENFANTS (PACE)

Le programme d'action communautaire pour les enfants vise à permettre aux communautés de mettre sur pied un ensemble continu de programmes intégrés susceptibles de promouvoir la santé et le développement social optimum des enfants vulnérables et de leurs parents en intervenant dès avant la conception jusque dans les premières années de la vie. Ce programme d'aide financière s'adresse aux organismes communautaires qui développent des projets d'intervention visant à réduire les obstacles auxquels sont confrontés les enfants vulnérables aux plans de la santé, de la vie sociale et du développement. Six principes directeurs² en guident l'actualisation: 1) **les enfants d'abord** précisant que la première considération doit être la santé et le bien-être de l'enfant; 2) le **renforcement et le soutien des familles** qui reconnaît que les parents sont les

premiers, mais non les seuls, responsables des soins à l'enfant; 3) **l'équité et l'accessibilité** aux services permettant à tout enfant, quel que soit son groupe culturel ou la situation socio-économique de sa famille, de développer son potentiel; 4) le **partenariat**, élément essentiel à la mise sur pied d'un ensemble continu de services; 5) **l'action communautaire** reconnaissant que parents et communauté ont un rôle central à jouer dans la planification, la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation des programmes et 6) **la souplesse des programmes** afin de permettre leur adaptation aux situations particulières des communautés et aux besoins changeants des enfants et des familles.

La mise en oeuvre de ce programme au Québec³ s'articule autour de deux axes principaux d'intervention: 1) l'accompagnement et le soutien aux parents et 2) la stimulation précoce dans le milieu de vie naturel de l'enfant ou en milieu de garde. En outre, les actions réalisées dans le cadre de ce programme sont orientées sur trois préoccupations:

- promouvoir le développement des compétences parentales, l'adaptation des parents à leur rôle, la valorisation du père et la qualité de la relation parent-enfant;
- promouvoir la sécurité, la croissance et le développement optimal de l'enfant sous tous les plans;
- offrir aux enfants et aux parents vulnérables le support dont ils ont besoin pour prévenir les problèmes d'adaptation.

Dans son application au Québec, pour la période 1994-1997, un total de 244 projets ont fait l'objet d'un financement dans le cadre de ce programme. De ce nombre, 182 sont des projets récurrents, c'est-à-dire financés pour une période complète (habituellement 36 mois) et susceptibles d'être renouvelés, alors que 62 sont des projets

ponctuels, soit des projets financés pour une période limitée. Pour ce qui est des projets récurrents, les trois quarts (74,2%) sont gérés par des organismes communautaires; le plus souvent, il s'agit d'organismes de petite taille: 76,4% comptent moins de six employés rémunérés alors que moins de 1% (0,8%) ont plus de 25 employés. Sur le plan du financement, pour l'année 1995-1996, les montants des contributions du PACE oscillent entre 7 050\$ et 294 380\$. La majorité des organismes (56,6%) bénéficient d'une subvention annuelle qui se situe entre 30 000\$ et 59 999\$ et près du quart (24,8%) ont un budget de fonctionnement inférieur à 30 000\$. Il faut par ailleurs souligner que dans 26,9% des organismes, le montant alloué pour le projet du PACE représente plus de la moitié du budget de fonctionnement; ce projet est donc essentiel à leur survie. Précisons, enfin, que plus de la moitié des projets (61,2%) fonctionnent avec une ou deux personnes rémunérées (Beaudoin, Camiré, Germain, Champoux et Turcotte, 1997).

L'APPORT DES COLLABORATEURS DANS L'ACTUALISATION DES PROJETS

La démarche de recherche a consisté à reconstituer le processus qui a conduit à l'actualisation de ces projets. Cet exercice permet de distinguer trois étapes principales qui ont marqué leur évolution: 1) la conception; 2) l'implantation et 3) la réalisation des activités. À chacune de ces étapes, la collaboration d'intervenants provenant de différents organismes de la communauté s'est révélée un apport essentiel à l'actualisation du projet.

AU MOMENT DE LA CONCEPTION

La conception des projets marque la période où les organismes élaborent leur plan d'action et formulent leur demande de financement. Plusieurs opérations jalonnent le déroulement de cette étape qui

se caractérise par un bouillonnement d'idées et de créativité. Il faut notamment établir la pertinence du projet, organiser les idées pour répondre aux exigences de l'organisme subventionnaire, estimer les ressources nécessaires à la réalisation, élaborer un budget et prévoir un échéancier réaliste. Cette étape est cruciale non seulement parce qu'elle débouche sur l'acceptation ou le refus de la demande de financement mais, surtout, parce qu'elle établit les termes d'un engagement à respecter. À cette étape, les partenaires de la communauté ont un apport qui se situe principalement à trois niveaux: 1) l'évaluation des besoins de la communauté; 2) la formulation du projet et 3) l'appui politique.

En ce qui a trait à l'évaluation des besoins, les données dont disposent les partenaires sont d'une grande utilité pour justifier la pertinence d'un projet en regard des besoins de la communauté. En effet, même si la plupart des organismes s'appuient sur les besoins décelés pour développer leur projet, certains prennent le soin d'échanger avec des intervenants provenant d'autres organismes pour valider et compléter cette évaluation. Dans cet exercice, les Régies régionales et les Centres de santé publique sont des partenaires privilégiés puisqu'ils possèdent des informations socio-démographiques sur leur milieu. Les extraits suivants, provenant de deux informateurs différents, illustrent ces modalités de validation de la perception des besoins:

Nous avons consulté certains partenaires. [Ils] ont participé à l'identification des besoins et ils nous ont fait part du besoin de la communauté pour des services supplémentaires.

[La personne] du Département de santé publique nous a fourni les statistiques au niveau des besoins et des ressources sur le territoire ainsi que les moyens logistiques et les ressources informatiques.

Au-delà de l'évaluation des besoins, la contribution des partenaires se révèle particulièrement importante au moment de la formulation de la demande de financement. En effet, la rédaction de cette demande est une tâche ardue qui exige, entre autres, de préciser les objectifs d'intervention, d'estimer le nombre de participants, de faire le choix de modalités d'interventions et de les traduire en volets d'activités, de prévoir les mécanismes de recrutement et de réfléchir sur les critères de sélection. Par ailleurs, il faut que ce contenu soit structuré de façon à répondre aux exigences de l'organisme subventionnaire.

La formulation de la demande représente une opération particulièrement exigeante lorsque les personnes qui assument cette tâche sont peu expérimentées. Les formulaires prescrits pour présenter la demande de financement se révèlent parfois difficiles à décoder pour certains acteurs des organismes communautaires qui ne saisissent pas exactement la nature des informations demandées. Leur manque d'expérience en matière de préparation de demandes de subvention est amplifié par le désavantage de devoir fonctionner dans un contexte où ils sont pressés par le temps tout en disposant de facilités matérielles très limitées.

Les projets PACE, c'est la paperasse qui est lourde, soit par manque de temps ou parce qu'on ne comprend pas tout à fait les questions. [...] C'est pas toujours en langage simple, il y a de grands mots.

Structurer le projet de façon à rejoindre les préoccupations de l'organisme subventionnaire est une démarche d'autant plus difficile que plusieurs organismes communautaires sont davantage enclins à l'action immédiate qu'à la planification à plus long terme. D'où une plus grande difficulté à spécifier le programme d'intervention, notamment en ce qui a trait aux liens entre les besoins, les objectifs et les activités, et à faire une projection sur plusieurs années. «Souvent, dans un organisme communautaire, on part d'un besoin

et on va tout de suite à une solution. On passe pas nécessairement par les objectifs.»

Afin de contourner cet obstacle, plusieurs organismes font appel à l'expertise d'intervenants de la communauté, particulièrement les organisateurs communautaires des CLSC, les professionnels des Centres de santé publique et le personnel de la Régie régionale. Ces personnes-ressources se révèlent précieuses tant pour leur expérience dans la rédaction de demandes de subvention que pour les facilités techniques et matérielles (documentation, ressources informatiques, secrétariat) auxquelles elles ont accès. De cette façon, les projets qui peuvent se prévaloir d'une expertise externe y établissent des contacts précieux pour la formulation du projet, ainsi que le disaient deux personnes en entrevue:

On est allé chercher le concours d'un autre organisme parce qu'il avait l'habitude de monter ce genre de projet.

Ce qui nous a aidé, c'est la personne de la Santé publique [...] entre autres au niveau du secrétariat. Tous les moyens qu'on n'avait pas ici à l'époque: les moyens logistiques, les ressources informatiques [...] son expérience au niveau des demandes de subvention.

Toujours au moment de la conception, outre les liens de partenariat entre les individus qui s'établissent au niveau de la formulation du projet, les critères de financement du PACE posent, pour les organismes promoteurs, l'exigence d'obtenir un appui communautaire face à leur projet. L'obtention de cet «appui politique» s'inscrit dans un partenariat organisationnel qui est facilité par la réputation de l'organisme et par la qualité des liens que ses intervenants entretiennent avec les autres organismes de la communauté.

Une chance que j'étais connu dans la région car je ne sais si j'aurais eu l'appui de tous les CLSC comme je l'ai eu. [...] Je connaissais le président de la Table, et je lui

ai dit: «Il y a une possibilité que l'argent rentre dans la région». [...] Il m'a dit: «Moi je peux te signer ça au nom de la Table».

Ce partenariat est également influencé par la perception des intervenants de l'arrimage du nouveau projet avec les services déjà dispensés dans la communauté. À cet égard, il peut s'avérer nécessaire de rassurer les organismes du milieu sur l'impact et la portée du nouveau projet, notamment en démontrant qu'il ne viendra pas en compétition avec les services déjà dispensés.

La grosse peur quand on rentre dans un dossier comme ça, c'est allez-vous prendre notre clientèle, allez-vous nous tasser? J'ai écrit un petit document disant: on ne prend pas les références directes. On est en deuxième ligne, on ne veut pas prendre la place de personne, on veut apporter un supplément.

Dans certains milieux, les tables de concertation constituent des lieux privilégiés pour poser les bases de cette complémentarité entre les organismes. La présence d'une structure de ce type facilite les échanges et contribue à l'articulation de stratégies concertées de distribution de services.

La Table de concertation nous permettait de faire le tour des besoins, de ce qui a été identifié dans le secteur, de ce qui est répondu, de ce qui n'est pas répondu. Ces rencontres-là nous ont toujours permis de mettre tout sur la table: qu'est-ce qui se passe? Qui fait quoi? Où sont les trous? Qui désire les combler? De quelle façon?

Tout en reconnaissant que la conception prend une tournure particulière dans chaque projet, plusieurs organismes se butent aux mêmes obstacles à cette étape du processus: manque d'expérience dans la formulation de projets, absence de facilités matérielles, difficulté à planifier sur une longue période, complexité à concilier

des visions différentes, et ce à l'intérieur d'un échéancier serré. Certains organismes possèdent cependant des atouts qui jouent en leur faveur dans la réalisation de cette opération. La contribution des autres organismes de la communauté constitue un de ces atouts. En effet, l'apport des partenaires, qui peut se situer sur une base individuelle (au niveau des intervenants) et sur une base organisationnelle (au niveau des gestionnaires), est crucial à cette étape à la fois pour leur expertise dans la rédaction de projets, pour les facilités matérielles dont ils disposent et pour le support qu'ils peuvent fournir.

Cependant, si la formulation d'un projet par plusieurs personnes comporte sa part d'avantages, elle comporte aussi son lot de difficultés. En effet, le travail en équipe avec des partenaires provenant d'autres organismes est porteur de difficultés dans la mesure où il pose l'exigence d'un investissement de temps important pour s'entendre sur la nature du projet et sur le partage des rôles et des responsabilités. Or, cette condition n'est pas toujours facile à remplir dans un contexte où le temps est contraint par un échéancier serré. Le court laps de temps disponible pour la conception du projet constitue un facteur de tension supplémentaire entre les partenaires. «Une des difficultés que j'ai remarquées, c'était de concevoir ça de façon claire, nette et précise pour toutes les personnes impliquées dans le projet.»

AU MOMENT DE L'IMPLANTATION

Lorsque les projets présentés obtiennent une réponse positive, les organismes doivent se mettre à la tâche et en réaliser l'implantation. Cette étape présente un niveau de difficulté très différent d'un projet à un autre; pour certains, elle est relativement simple, pour d'autres, elle est très ardue. Dans l'ensemble, à cette étape, les intervenants de la communauté ont été mis à contribution à cinq niveaux: 1) la sélection du personnel; 2) l'organisation matérielle du projet; 3) la

conception du programme d'intervention; 4) la diffusion de l'information dans le communauté et 5) le recrutement des participants.

Si la sélection du personnel et l'organisation matérielle s'inscrivent à l'intérieur d'actions ponctuelles et instrumentales, les activités de conception, de diffusion et de recrutement sont plus complexes et, en même temps, plus susceptibles de conduire à des tensions et à des frictions. L'implantation des projets pose la nécessité de concevoir des activités en mesure de répondre aux objectifs visés. Certains organismes s'attaquent à cette tâche avec leurs seules ressources; d'autres choisissent de faire appel à des partenaires. Ce travail de collaboration dans le développement des activités est généralement enrichissant, mais il peut aussi se révéler une source de tension si l'apport des partenaires n'est pas à la hauteur des attentes respectives ou s'il surgit des mésententes quant à la nature des activités à mettre en place. Il en est de même au niveau de la diffusion du projet dans la communauté. Dans les projets étudiés, cette diffusion s'est articulée autour de trois voies d'action: la publicité, l'information ciblée et l'infiltration. La publicité consiste à faire connaître les nouveaux services rendus disponibles grâce au projet du PACE par une information diffusée largement dans la communauté. L'information ciblée s'adresse plus directement à la clientèle visée; elle se réalise par différentes modalités selon qu'elle vise la population cible ou les intervenants des organismes du milieu. Dans le premier cas, les moyens qui sont privilégiés sont la distribution de documents d'information et de dépliants et le contact direct. Dans le second, c'est généralement par le biais de l'information verbale ou par lettre que les éléments du projet sont diffusés. La troisième modalité utilisée pour assurer la diffusion du projet pourrait être qualifiée d'infiltration: parmi la clientèle, d'une part, et au sein du réseau des organismes, d'autre part. Cette modalité dépasse la diffusion d'information sur le projet et ses activités; elle mise sur l'établissement d'un lien direct entre la communauté et les personnes qui oeuvrent dans le projet. En ce sens, elle peut être

considérée comme une stratégie de démarchage beaucoup plus proactive que les deux premières. Pour faire connaître leur projet dans la communauté, il est donc essentiel pour les organismes d'obtenir la collaboration d'intervenants qui oeuvrent dans d'autres milieux.

Cette opération de diffusion n'est cependant pas suffisante en soi pour permettre de rejoindre la population visée, particulièrement lorsqu'il s'agit de personnes qui sont difficiles à rejoindre; elle doit être accompagnée d'une procédure plus active de recrutement. Le fait d'être connu ne génère pas nécessairement un achalandage; c'est pourquoi plusieurs organismes sentent le besoin de se doter d'une procédure plus formelle de recrutement et de référence qui met à contribution des intervenants de la communauté. Le fait de maintenir des contacts personnalisés avec les partenaires constitue un élément facilitant sur ce plan. En effet, lorsqu'un bon contact est établi avec des partenaires qui oeuvrent au sein d'organismes bien implantés dans leur milieu, ces partenaires peuvent se révéler des sources de référence très précieuses.

La renommée de l'organisme responsable du projet et la nature des liens qu'il entretient avec les autres organismes de la communauté constituent d'autres facteurs clés lors de l'implantation. Le passé de l'organisme, son rayonnement dans la communauté, l'ouverture et la collaboration des autres structures de services, l'intérêt de la communauté face au projet sont autant d'éléments qui sont facilitants. À l'opposé, lorsque l'organisme doit «bâtir ses liens de confiance avec le milieu», l'implantation est plus difficile. Encore une fois, l'existence de Tables de concertation offre un lieu privilégié pour faire connaître son organisme, pour se faire connaître comme personne et pour tisser les liens interpersonnels qui pavent la voie au développement d'un partenariat prometteur.

Dans notre milieu, il y a beaucoup de concertation entre les organismes. [...] Même si on vient juste de partir une

Table de concertation, je pense qu'il y a des choses qui se font encore plus que dans les secteurs qui avaient des organismes plus officiels de concertation. Les organismes en enfance-famille se connaissaient beaucoup, ils se voyaient beaucoup. Ils partagent souvent des clientèles. Il n'y a pas d'isolement dans ce sens là.

La présence à ces Tables ne constitue cependant pas pour autant une garantie de rapports harmonieux et supportants. Le travail en partenariat avec des personnes provenant de milieux différents et ayant des attentes et des préoccupations diversifiées demeure un écueil sur lequel butent plusieurs projets. Dans la mesure où l'implantation est à plusieurs égards tributaire des interfaces entre l'organisme responsable et ses principaux partenaires, les restructurations organisationnelles, la mobilité du personnel, les changements de direction se révèlent particulièrement problématiques pour le maintien des liens de partenariat étroits.

La mise en place de ce programme coïncidait avec une restructuration, une réorganisation des services du CLSC. [...] La personne qui assumait la liaison a changé deux ou trois fois, à l'intérieur d'un an. Ça, ça a été une première difficulté: les communications, les liens ont été difficiles. [...] L'inexpérience et le manque d'outils pour gérer cette communication difficile entre les différents partenaires a compliqué notre tâche. [...] Donc, au début, on s'en allait avec la foi dans le coeur, mais pas plus que ça.

LA RÉALISATION DES ACTIVITÉS

Dans un petit organisme, le fait de se retrouver seul à assumer la réalisation du projet devient très lourd au fil du temps. Les personnes qui oeuvrent dans d'autres organismes de la communauté peuvent se révéler, pour ces intervenants, un apport très important en tant que source de soutien et de consultation. Fort heureusement,

même si plusieurs projets prennent place dans des organismes de petite taille, ces projets ne sont pas réalisés en vase clos; plusieurs intervenants obtiennent du soutien par le biais de leurs contacts avec leurs partenaires. Ce soutien supporte leur motivation et les aide à faire face plus efficacement aux difficultés qu'ils rencontrent. Ainsi, que ce soit pour aider l'intervenant isolé dans son milieu ou pour accompagner de façon ponctuelle celui qui intervient au sein d'un organisme bien structuré, la contribution des partenaires représente un atout très précieux au moment de la réalisation des activités.

Je trouve que l'aide qu'on a du CLSC, l'expertise de ce monde là, c'est un point fort. Le fait qu'on ait accès à plein de personnes-ressources.

Le support des équipes enfance-famille fait aussi que c'est une réussite; c'est le support du partenariat qui fait que c'est une réussite.

Dans certains projets, particulièrement en milieu rural, la collaboration des partenaires est non seulement souhaitable mais essentielle en raison de l'étendue du territoire à couvrir. Lorsque les participants se répartissent sur un territoire très vaste, les intervenants ne peuvent espérer à eux seuls rencontrer tous les besoins, car leur temps d'intervention directe est largement réduit par le temps qu'ils consacrent aux déplacements. Ils doivent donc travailler en concertation avec les organismes locaux pour établir le contact avec la population cible et assurer à cette dernière des services adéquats. Cependant, lorsque l'intervention met à contribution différents partenaires, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de communication qui permettent d'éviter le chevauchement des interventions. Lorsque plusieurs intervenants sont impliqués dans l'intervention, la concertation est jugée essentielle pour assurer une plus grande portée à l'action de chacun. D'où l'importance de développer des modalités de concertation: «Il faut absolument que

les deux interventions soient proches». Mais il s'agit là d'un exercice qui demande des efforts et un désir réel de collaboration.

Ainsi, il ne suffit pas qu'il y ait des partenaires impliqués de près ou de loin dans le projet pour que tout fonctionne à merveille. Le fait de travailler en partenariat comporte son lot d'embûches comme le manque de collaboration, les conflits ou divergences d'opinions, les malentendus concernant les enjeux de confidentialité et l'échange d'information entre partenaires. Néanmoins, il semble que les avantages du partenariat surpassent les inconvénients, puisque les personnes rencontrées soutiennent «qu'avoir de la concertation sur le terrain, c'est très important».

En résumé, ces données font ressortir que la collaboration inter-organismes est un élément essentiel dans la réalisation des projets financés dans le cadre du PACE. Cette collaboration, qui se traduit en activités différentes selon l'étape de développement du projet, ne se réalise cependant pas sans difficultés. Les intervenants doivent réussir à concilier des visions différentes à l'intérieur d'un temps limité; ils doivent apprendre à composer avec des façons de faire différentes, des personnes mobiles, des opinions divergentes et des règles de conduite diversifiées. Bref, travailler en collaboration avec des personnes provenant d'organismes différents exige souplesse, adaptabilité et tolérance. Outre ces qualités personnelles, des facteurs comme la réputation de l'organisme qui sollicite la collaboration de partenaires, la qualité des relations interpersonnelles entre les acteurs impliqués, les antécédents en matière de partenariat et l'existence de lieux de concertation sont autant d'éléments qui contribuent à la mise en place et au développement des rapports de collaboration positifs. La tableau qui suit résume ces observations en ce qui a trait à la collaboration inter-organismes.

Tableau 1

**Nature et aléas de la collaboration inter-organismes
dans la réalisation des projets du PACE**

CONCEPTION		
Activités de collaboration	Difficultés	Éléments facilitants
Évaluation des besoins de la communauté	Temps nécessaire à la concertation	Réputation de l'organisme
Formulation du projet	Complexité de concilier des visions différentes	Relations personnelles
Appui politique au projet		Apport du projet face aux autres services
		Présence de lieux de concertation
IMPLANTATION		
Sélection du personnel	Manque de compétence des partenaires	Intérêt de la communauté
Conception du programme d'intervention	Instabilité des interfaces	Histoire de l'organisme
Organisation matérielle		Nature des liens de partenariat
Diffusion du projet dans le communauté		
Recrutement des participants		
RÉALISATION DES ACTIVITÉS		
Soutien aux intervenants isolés	Divergence d'opinions	Respect mutuel
Consultant / personne-ressource	Enjeux de confidentialité	Reconnaissance des compétences

Contrairement à ce qui été observé dans la plupart des études sur le partenariat entre les établissements du réseau et les organismes communautaires (Dumais, 1991; Godbout et al., 1987; Lamoureux et Lesemann, 1987; Panet-Raymond et Bourque, 1991), les expériences réalisées dans le cadre des projets du PACE sont généralement décrites en termes positifs par les personnes concernées. Ces expériences présentent quatre caractéristiques qui nous apparaissent susceptibles d'être en lien avec cette estimation positive: 1) le partenariat a généralement été initié par les organismes communautaires; 2) le travail de collaboration a été réalisé au profit des organismes communautaires; 3) le partenariat fut plus souvent basé sur les relations interpersonnelles que sur les relations inter-organisationnelles et 4) les actions se sont faites dans le respect des préoccupations et des façons de faire des intervenants des organismes communautaires. Ces éléments contribuent sans nul doute au fait que ce partenariat est plus souvent vécu comme enrichissant que comme envahissant.

EN CONCLUSION: LA PLACE DES CHERCHEURS COMME PARTENAIRES

L'étude du fonctionnement des projets réalisés dans le cadre du PACE a conduit à la constatation que l'évaluation demeure un aspect encore peu considéré par les projets, particulièrement l'évaluation des résultats. En effet, dans les projets étudiés, s'il y a un souci de recueillir de l'information sur le déroulement des activités et sur la satisfaction des participants, en contrepartie les changements produits par l'intervention sont rarement abordés. En fait, la mise au point de mécanismes permettant de mesurer les changements produits par leurs activités représente, pour plusieurs intervenants, une tâche lourde et complexe pour laquelle ils ne se sentent pas outillés.

Je n'ai pas d'outil qui me permette de comparer [la progression de l'enfant] au début du programme avec six mois ou un an plus tard. [...] L'idéal serait d'avoir comme des outils vraiment plus précis. [...] Ça nous manque parce qu'on se demande comment on va faire pour monter l'évaluation sommative.

Cette observation soulève la question du partenariat entre les chercheurs et les intervenants dans l'articulation de stratégies d'évaluation. Il est généralement reconnu que les organismes communautaires ont une position à tout le moins prudente face à la recherche évaluative. En effet, s'ils n'hésitent pas à se remettre en question de l'intérieur, plusieurs intervenants des organismes communautaires acceptent mal les jugements et les questionnements soulevés par les personnes de l'extérieur et particulièrement par les chercheurs. D'ailleurs, il n'est pas très *politiquement correct* que des intervenants du réseau et des chercheurs universitaires, du haut de leurs conditions de travail avantageuses, osent questionner le travail des organismes communautaires. Toutefois, il faut reconnaître que la meilleure volonté du monde combinée à un travail engagé dans des conditions souvent difficiles ne constituent pas nécessairement des garanties d'efficacité, à tout le moins du point de vue des bailleurs de fonds. Il y a donc un intérêt, voire une nécessité, pour les organismes communautaires à s'associer à des chercheurs pour pouvoir faire la démonstration de la pertinence et de la portée de leur action. Les collaborations qui se sont développées entre des intervenants d'établissements du réseau et des intervenants d'organismes communautaires dans la conception, l'implantation et la réalisation des projets du PACE indiquent qu'il y a une ouverture au partenariat lorsque celui-ci s'inscrit à l'enseigne du respect des préoccupations et des compétences respectives. Donc, les rapports actuels entre les chercheurs et les intervenants des organismes communautaires ne sont pas immuables; ils pourront être modifiés en autant que les chercheurs parviendront à adapter leurs stratégies d'évaluation à la réalité particulière de ces organismes (Mercier, 1990).

Les données recueillies dans le cadre de la présente étude indiquent que les organismes communautaires sont ouverts et intéressés à travailler en partenariat dans la mesure où ils se sentent respectés dans leurs besoins et leurs façons de faire. D'ailleurs, plusieurs de ces organismes présentent des caractéristiques structurelles qui leur imposent de faire appel à d'autres ressources; en effet, ce sont des organismes de petite taille, à budget limité, qui doivent composer avec des ressources humaines et matérielles restreintes. Évidemment, lorsque chaque organisme analyse les enjeux du partenariat sous le seul angle de sa réalité particulière, il n'est pas toujours avantageux de s'associer à d'autres. Par contre, si chaque acteur, qu'il s'agisse d'un responsable d'organisme, d'un intervenant ou d'un chercheur, situe son action dans le cadre du développement de la communauté, la collaboration avec les autres devient un impératif auquel il ne peut échapper. Bien que les projets du PACE ne constituent qu'une minime partie des activités qui sont réalisées sous l'impulsion des organismes de la communauté, la qualité des rapports de partenariat⁴ qui se sont développés dans la réalisation de ces projets laisse entrevoir la possibilité de liens de collaboration qui peuvent servir les intérêts de toutes les personnes préoccupées par les services disponibles dans leur communauté.

NOTES

- 1 Cette recherche a été financée par Santé Canada et réalisée dans le cadre d'un contrat avec le CLSC Les blés d'or. Pour plus de détails sur la méthodologie et les résultats de cette recherche, voir le rapport de D. Turcotte, C. Samson, G. Lessard et A. Beaudoin (1997). *De l'intention à l'évaluation: la dynamique de réalisation des projets d'action communautaire. Évaluation des projets du PACE au Québec*, vol. 2, Centre de recherche sur les services communautaires, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
- 2 *Grandir ensemble*, Programme d'action communautaire pour les enfants. Concept du programme: document de discussion.

- 3 Protocole d'entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant le Programme d'action communautaire pour les enfants.
- 4 Le lecteur intéressé à en savoir davantage sur la nature et la qualité du partenariat développé dans le cadre des projets du PACE pourra consulter bientôt le document suivant: R. Mayer et S. Savard (en préparation). *L'évaluation du partenariat entre le réseau public et le réseau communautaire: le cas des programmes d'action communautaire pour les enfants (PACE) au Québec. Évaluation des projets du PACE au Québec*, vol. 4, Centre de recherche sur les services communautaires, Faculté des sciences sociales, Université Laval.

RÉFÉRENCES

- Beaudoin, A., L. Camiré, A. Germain, L. Champoux et D. Turcotte (1997). *L'action des projets sur le terrain. Évaluation des projets du PACE au Québec*, vol. 4, Centre de recherche sur les services communautaires, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
- Dumais, A. (1991). *Les CLSC et les groupes communautaires en santé: un aperçu de leur collaboration*, Centre de recherche sur les services communautaires, Faculté des sciences sociales, Université Laval.
- Godbout, J.T., M. Leduc et J.P. Collin (1987). *La face cachée du système*, annexe 22, commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Québec, Les Publications du Québec.
- Lamoureux, J. et F. Leemann (1987). *Les filières d'action sociale. Les rapports entre les services sociaux publics et les pratiques communautaires*, annexe 24, commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Québec, Les Publications du Québec.
- Mercier, C. (1990). «L'évaluation des programmes d'intervention en milieu naturel», *The Canadian Journal of Program Evaluation*, vol. 5, n° 1, pp. 1-16.
- Panet-Raymond, J. et D. Bourque (1991). *Partenariat ou pater-nariat? La collaboration entre établissements publics et organismes communautaires oeuvrant auprès des personnes âgées à domicile*, Groupe de recherche en développement communautaire, École de service social, Université de Montréal.

